

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie :	1, fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies :	1, fr. 75
Etranger : Port en sus.	

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée :	moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## CONSTITUTION DU MINISTÈRE

(DÉCRET DU 2 MARS 1930)

### Présidence du Conseil et Ministère

de l'Intérieur	MM. TARDIEU
Justice	RAOUL PERRÉ
Affaires Étrangères	BRIAND
Finances	Paul REYNAUD
Budget	GERMAIN MARTIN
Guerre	MAGINOT
Marine	Jacques Louis DUMESNIL
Instruction Publique	MARRAUD
Travaux Publics	PERNOT
Commerce	Pierre Etienne FLANDIN
Agriculture	Fernand DAVID
Colonies	PIÉTRI
Travail	Pierre LAVAL
Pensions	CHAMPETIER DE RIBES
Air	EYNAC
P. T. T.	MALLARME
Marine Marchande	ROLLIN
Santé Publique	Désiré FÉREV

### Sous-Secrétaires d'État

Présidence du Conseil	Marcel HERAUD
Économie Nationale	François PONCET
Intérieur	René MANAUT
Finances	PETSCHÉ
Budget	BARETY
Guerre	RICOLFI
Marine	RIO
Beaux Arts	LAUTIER
Enseignement Technique	LILLAZ
Éducation Physique	MORINAUD
Travaux Publics	FALCOZ
Agriculture	Robert SEROT
Colonies	DELMONT
Commerce	OBBERKIRCH
Travail	CATHALA
Haut Commissaire du Tourisme	Gaston GÉRARD

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Décret du 26 septembre 1929** portant mise en application provisoire de la convention commerciale Franco Suisse signée à Berne le 8 juillet 1929 (Arrêté de promulgation du 10 mars 1930). 153

**Décret du 19 janvier 1930** modifiant l'article 89 bis du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires du personnel des services coloniaux (Arrêté de promulgation du 7 mars 1930). 153

**Décret du 21 janvier 1930** fixant les quantités de piments originaires du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France à admettre en franchise des droits de douane en France et en Algérie pendant l'année 1930 (Arrêté de promulgation du 7 mars 1930). 153

**Décret du 21 janvier 1930** portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1929) (Arrêté de promulgation du 7 mars 1930). 154

**Décret du 30 janvier 1930** portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1929) (Arrêté de promulgation du 7 mars 1930). 155

**Décret du 30 janvier 1930** portant modification de l'article 14 du décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales (Arrêté de promulgation du 7 mars 1930). 155

**Décret du 5 février 1930** portant modification du décret du 16 octobre 1929 sur le classement des magistrats coloniaux. 156

**Arrêté interministériel du 6 février 1930** modifiant l'arrêté du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales. 156

**Personnel européen** 156

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

**Arrêté du 28 février 1930** approuvant la liste des électeurs à la Chambre de commerce pour 1930. 156

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1930** portant élévation du montant maximum d'encaissement des bureaux des P. T. T. du Togo. 160

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1930** complétant l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo. 160

**Arrêté du 4 mars 1930** créant un système d'avances et de primes destinées à encourager l'agriculture. 160

**Arrêté du 4 mars 1930** complétant le tableau des suppléments de fonctions annexé à l'arrêté du 29 juin 1929. 161

**Arrêté du 4 mars 1930** portant modification aux tarifs du chemin de fer. 162

**Arrêté du 4 mars 1930** complétant les tarifs du wharf par un tarif spécial pour le transport de la glace à bord des navires. 162

**Arrêté du 4 mars 1930** créant une mutuelle scolaire à l'école rurale de Dadja et lui allouant une subvention de trois cents francs. 162

**Arrêté du 4 mars 1930** complétant l'arrêté du 18 mai 1929 rendant applicable au chemin de fer du Togo l'arrêté du Gouverneur Général de l'A. O. F. du 30 décembre 1924. 162

**Arrêté du 4 mars 1930** fixant le montant des abonnements aux boîtes de commerce. 163

**Arrêté du 4 mars 1930** complétant le tableau annexé à l'arrêté du 29 juin 1929 fixant les indemnités de fonctions. 163

**Arrêté du 4 mars 1930** approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929. 163

**Arrêté du 4 mars 1930** approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1930. 163

**Arrêté du 7 mars 1930** modifiant l'arrêté du 13 novembre 1928 portant application des décrets du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie ainsi que le commerce, la détention et la vente des substances vénéneuses au Togo. 164

**Décision du 8 mars 1930** classant les postes du directeur et du directeur adjoint du chemin de fer. 164

**Arrêté du 11 mars 1930** fixant la date des élections pour le renouvellement en 1930 de la Chambre de Commerce du Togo. 164

**Addendum à l'arrêté du 19 septembre 1929** déterminant les conditions d'emploi de la main d'œuvre et du personnel indigène sur les chantiers des Travaux Neufs du chemin de fer. 164

**Erratum à l'arrêté N° 248 D. N. du 21 juin 1929** relatif au classement dans l'affectation spéciale des militaires des réserves en résidence dans le territoire. 164

**Dépêche en date du 1<sup>er</sup> février 1930** du Commissaire des Territoires africains sous mandat à l'Exposition Coloniale Internationale de Paris au sujet de la participation des entreprises privées à l'exposition. 178

**Tableau des actes concernant le personnel européen** 179

**Tableau des actes concernant le personnel indigène** 180

**Commissions** 181

**Contraintes** 181

**Domaines** 182 &

**École Coloniale** 182

**Enseignement** 182

**Exhumations** 18

**Justice indigène** 183

**Produits pharmaceutiques** 183

**Régime pénitentiaire** 183

**Remboursement** 18

**Concours** 183

**Observations météorologiques** 184

**Liste des marchandises entreposées au magasin des douanes de Lomé** 183

**État des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de février 1930** 186

**Bulletin économique de l'année 1929** 188

## PARTIE NON OFFICIELLE

**Statuts d'une société** 195

**Annonces — (Voir supplément)**

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Commerce**

**ARRÊTÉ N° 132** promulguant au Togo le décret du 26 septembre 1929 portant mise en application provisoire de la convention commerciale Franco-Suisse, signée à Berne le 8 juillet 1929.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 26 septembre 1929 portant mise en application provisoire de la convention commerciale Franco-Suisse, signée à Berne le 8 juillet 1929 ;

**ARRÊTÉ :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 26 septembre 1929 portant mise en application provisoire de la convention commerciale Franco-Suisse, signée à Berne le 8 juillet 1929.

Lomé, le 10 mars 1930.

BONNECARRÈRE.

(Voir texte in extenso du décret du 26 septembre 1929 au J. O. R. F. du 28 septembre 1929 page 10.980).

**Solde du personnel des services coloniaux.**

**ARRÊTÉ N° 126** promulguant au Togo le décret du 19 janvier 1930 modifiant l'article 89 bis du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires du personnel des services coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 janvier 1930 modifiant l'article 89 bis du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires du personnel des services coloniaux ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous mandat français le décret du 19 janvier 1930 modifiant l'article 89 bis du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires du personnel des services coloniaux.

**ART. 2.** — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 7 mars 1930.

BONNECARRÈRE

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ;**

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde du personnel des services coloniaux et tous actes modificatifs de ce décret, notamment le décret du 11 septembre 1920 ;

Sur le rapport du Ministre des Colonies,

**DÉCRÈTE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 89 bis du décret susvisé du 2 mars 1910, modifié par le décret du 11 septembre 1920, est complété par l'adjonction d'un paragraphe VII bis ainsi conçu :

« Par exception aux dispositions du paragraphe VII ci-dessus, lorsqu'un fonctionnaire appelé à changer de colonie par suite de sa nomination aura été maintenu sur place pendant plus d'un mois pour les besoins du service, il percevra, pour compter du jour de sa nomination, et en attendant son embarquement, la solde de présence de son nouvel emploi et l'intégralité du supplément colonial afférent à cette solde au taux de la colonie où il se trouve maintenu provisoirement. »

**ART. 2.** — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 janvier 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

François PIÉTRI.

**Piments du Togo.**

**ARRÊTÉ N° 127** promulguant le décret du 21 janvier 1930 fixant les quantités de piments originaires du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France à admettre en franchise des droits de Douane en France et en Algérie pendant l'année 1930.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 21 janvier 1930 fixant les quantités de piments originaires du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France à admettre en franchise des droits de Douane en France et en Algérie pendant l'année 1930.

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le Territoire le décret du 21 janvier 1930 fixant les quantités de piments originaires du Togo sous mandat français à admettre en franchise des droits de Douanes en France et en Algérie pendant l'année 1930.

**ART. 2.** — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 7 mars 1930.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre des colonies ;

Vu le décret du 18 avril 1929, accordant, dans la limite de contingents annuels, la franchise à l'entrée en France et en Algérie, aux piments originaires du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France ;

Vu les avis conformes du Ministre du commerce et de l'industrie, du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des finances ;

#### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixées à 100 tonnes les quantités de piments originaires du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, qui pourront être admises en France et en Algérie, pendant l'année 1930, dans les conditions fixées par le décret du 18 avril 1929 susvisé.

ART. 2. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 21 janvier 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Colonies,*

François PIÉTRI.

#### Ouverture de crédits supplémentaires

ARRÊTÉ N° 128 promulguant le décret du 21 janvier 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget local du Togo (exercice 1929).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 21 janvier 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget local du Togo (exercice 1929) ;

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire le décret du 21 janvier 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget local du Togo (exercice 1929).

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 7 mars 1930.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925 ;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 31 décembre 1928, portant approbation des budgets du Togo, exercice 1929,

#### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté pris, en conseil d'administration, le 27 novembre 1929, par le commissaire de la République au Togo, et portant ouverture, à divers chapitres du budget local — exercice 1929 — de crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 150.000 francs.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 janvier 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

François PIÉTRI.

ARRÊTÉ N° 670 portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget local du Togo, Exercice 1929.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 31 décembre 1928 portant approbation des Budgets du Togo, Exercice 1929 ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'urgence, sauf approbation ultérieure par décret,

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au Budget local du Togo Exercice 1929 les crédits supplémentaires ci-après :

##### CHAPITRE I<sup>er</sup> — article 2.

Contribution à la Caisse Intercoloniale des Retraites	25.000 frs.
---	-------------

##### CHAPITRE III. — article 1.

Frais de réception des envoyés étrangers	25.000 frs.
--	-------------

##### CHAPITRE VII. — article 5.

Dégrèvements et remboursements	100.000 frs.
--------------------------------	--------------

ART. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ces crédits supplémentaires au moyen des ressources générales de l'exercice.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 27 novembre 1929.

BONNECARRÈRE

**ARRÊTÉ N° 129 promulguant le décret du 30 janvier 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1929).**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 janvier 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1929).

#### ARRÊTE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le Territoire le décret du 30 janvier 1930 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1929).

**ART. 2.** — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 7 mars 1930.

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1923 ;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 31 décembre 1928 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1929,

#### DÉCRÈTE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est approuvé l'arrêté pris, en conseil d'administration, le 29 juillet 1929, par le commissaire de la République au Togo et portant ouverture, au chapitre XVII du budget local du territoire, exercice 1929, d'un crédit supplémentaire s'élevant à 397.888 francs.

**ART. 2.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 janvier 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

François PIÉTRI.

**ARRÊTÉ N° 407 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au Budget local du Togo, Exercice 1929.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 31 décembre 1928 portant approbation des Budgets du Togo, Exercice 1929 ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Vu l'urgence ;

Sauf approbation ultérieure par décret ;

#### ARRÊTE :

**ARTICLE PREMIER.** — Il est ouvert au Budget local du Togo, Exercice 1929, les crédits supplémentaires suivants pour redressement d'une erreur d'évaluation de matériel constatée dans les écritures du Magasin Général d'Approvisionnements du Service Local.

#### CHAPITRE XVII. — Dépenses imprévues.

**Art. 2.** — Autres dépenses imprévues ..... 397.888 frs.

**ART. 2.** — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires au moyen des ressources générales de l'exercice.

**ART. 3.** — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 29 juillet 1929.

BONNECARRÈRE.

#### Trésoreries coloniales

**ARRÊTÉ N° 130 promulguant au Togo le décret du 30 Janvier 1930 portant modification de l'article 14 du décret du 6 Août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 Janvier 1930 portant modification de l'article 14 du décret du 6 Août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales ;

#### ARRÊTE :

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 30 Janvier 1930 portant modification de l'article 14 du décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales.

Lomé, le 7 mars 1930

BONNECARRÈRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1914 ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et

tous actes modificatifs subséquents, notamment les décrets du 11 septembre 1920; ensemble le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacement et sur les passages du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 8 janvier 1897 portant organisation du service de la trésorerie de Madagascar et les décrets modificatifs des 27 juillet 1898 et 12 décembre 1920;

Vu le décret du 16 janvier 1902 portant organisation du personnel des trésoreries d'Algérie et les décrets modificatifs subséquents;

Vu le décret du 14 juillet 1904 relatif à la réorganisation du service de la trésorerie de l'Indochine et les décrets modificatifs des 11 novembre 1903, 11 novembre 1910, 11 décembre 1913 et 15 mai 1918;

Vu le décret du 29 décembre 1900 fixant la solde et les accessoires de solde du trésorier-payeur de la côte française des Somalis, modifié par le décret du 12 décembre 1920;

Vu le décret du 31 décembre 1911 portant organisation du personnel des trésoreries de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs des 3 mars 1913, 25 août 1914, 22 avril 1916, 9 juillet 1919 et 12 janvier 1921;

Vu le décret du 31 décembre 1913, portant fixation de la solde et des accessoires de solde des trésoriers-payeurs et trésoriers particuliers des anciennes colonies, modifié par le décret du 12 décembre 1920;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales et les textes modificatifs subséquents,

#### DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 14 du décret du 6 août 1921 est modifié comme suit.

« Les candidats à l'emploi de commis doivent justifier de la qualité de Français, être âgés de plus de 21 ans et de moins de 30 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours. » (Le reste sans changement.)

ART. 2. — Les ministres des finances et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et aux *Journaux officiels* de chaque colonie ou groupe de colonies.

Fait à Paris, le 30 janvier 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des finances,*

Henry CHÉRON.

*Le ministre des colonies,*

François PIÉTRI.

#### Classement des Magistrats coloniaux

*DÉCRET portant modification du décret du 16 octobre 1929 sur le classement des magistrats coloniaux.*

Par décret en date du 5 février 1930, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été classés dans la 1<sup>re</sup> catégorie A, par modification aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 16 octobre 1929, les magistrats, autres que juges de paix à compétence ordinaire, occupant des emplois du deuxième degré (colonies autres que l'Indochine).

#### Recrutement du personnel des Trésoreries Coloniales

*ARRÊTÉ interministériel modifiant l'arrêté du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales.*

Le ministre des finances et le ministre des colonies,

Vu l'article 13 du décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales, et l'article 14 du même décret, modifié par le décret du 30 janvier 1930;

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales,

#### ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 susvisé est modifié comme suit :

« Les candidats aux concours ouverts pour l'admission dans le personnel des trésoreries coloniales doivent justifier de la qualité de Français, être âgés de plus de vingt et un ans et de moins de trente ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours et avoir satisfait aux obligations imposées par la loi de recrutement de l'armée. »

Fait à Paris, le 6 février 1930.

*Le Ministre des Finances,*

Henry CHÉRON.

*Le Ministre des Colonies,*

François PIÉTRI.

#### PERSONNEL EUROPÉEN

##### Reclassement

Par arrêté du 15 novembre 1929 ont été attribués aux Administrateurs Adjointés de 2<sup>me</sup> classe des Colonies dont les noms suivent les rappels d'ancienneté ci-après pour Services Militaires au titre des lois des 1<sup>er</sup> avril 1923, 17 avril 1924, 9 décembre 1927, et 19 mars 1928 ;

RousSEL (Joseph Albert Charles) 2 ans, 2, mois 12 jours.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

*ARRÊTÉ N° 106 bis approuvant la liste des électeurs à la Chambre de Commerce pour 1930.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la Chambre de Commerce du Togo ;

Vu l'arrêté N° 738 du 30 décembre 1929 nommant la Commission chargée de l'établissement de la liste électorale de la Chambre de Commerce ;

Vu le procès-verbal en date du 17 février 1930 de la dite Commission ;

Sous réserve d'approbation en Conseil d'Administration.

## ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la liste définitive des électeurs à la Chambre de Commerce du Togo pour l'année 1930, telle qu'elle a été arrêtée par la Commission désignée à cet effet par arrêté du 30 décembre 1929.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1930.

BONNECARRÈRE

Ratifié en Séance du Conseil d'Administration du 4 mars 1930

**Liste des électeurs à la chambre de commerce  
pour 1930.**

**I. — Electeurs Français.**

**I — CERCLE DE LOME**

M. M. ADAMI Louis, Agent de la Société Commerciale de l'Ouest Africain (S.C.O.A.)

BERTHOLET, Agent de la Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique (C.I.C.A.)

GIE, Directeur de la B.F.A.

DOL, Directeur de la Cie. Française de l'Afrique Occidentale (F.A.O.)

EYCHENNE, Directeur des Etablissements Lecbmté

GAZEL, Agent de la Cie. Générale des Comptoirs Africains

GRIGER Macher, Directeur de la Banque Commerciale Africaine

JACQUOT, Agent de la Société Jacquot & Jacquet

LASSERRE, Agent de la Société du Golfe de Guinée

MAILIER, Agent de la Société des Transports de l'Afrique Occidentale (S.T.A.O.)

MELFORT, Directeur de la B.A.O.

PHYROU, Directeur de la Société Africaine des Matières Grasses.

PONTY, Agent de la Cie des Chargeurs Réunis

RIS, Agent des Comptoirs Coloniaux

ROBERT, Agent de l'Industrielle Coloniale

M<sup>me</sup> CALAIS, Hôtel de France

**II — CERCLE D'ANECHO**

HOUNAU.

**III — CERCLE D'ATAKPAME**

RODIER (S.O.C.A.F.A.)

**IV — CERCLE DE KLOUTO**

CURTAT Georges

**V — CERCLE DE SOKODE**

Néant.

**VI — CERCLE DE MANGO**

Néant.

**II — Electeurs Etrangers**

**I — CERCLE DE LOME**

PHILIPPAU, Agent de la Maison John Walkden

DESVELLA, Agent de la Maison G. B. Ollivant

ABENSUR, Agent de l'United Africa Company

EUTING, Agent de la Bremer Factorei

FAUCONNET, Agent de la Société d'Importation & Exportation pour l'Afrique Occidentale

GARIGLIO, Directeur du Cinéma, Restaurant, "Luna Park"

GUEST, Agent de la Maison Russek

LINSER, Agent de la Deutsche Togogesellschaft

MORISS, Agent de la Cie de Navigation Elder Dempster

PERKINS, Agent de la Maison J. Holt & Company

**II — CERCLE D'ANECHO**

Néant.

**III — CERCLE D'ATAKPAME**

Néant

**IV — CERCLE DE KLOUTO**

REYNOND

ZINBER J.

**V — CERCLE DE SOKODE**

Néant

**VI — CERCLE DE MANGO**

Néant

**III. Electeurs Mandat — A.**

**I — CERCLE DE LOME**

A. M. NASSAR

J. WILLIAM

J. J. HABIB

THOMAS FARAH

K. E. JAZZAR

R. JAZZAR

R. SHIDIAK

**II — CERCLE D'ANECHO**

SHIDIAK

FARID GEBARA

NASSIF

**III — CERCLE D'ATAKPAME**

Néant

**IV CERCLE DE KLOUTO**

Anthony NASSIF

REZOALLAH Joseph

**V — CERCLE DE SOKODE**

Néant

**VI — CERCLE DE MANGO**

Néant



IV<sup>e</sup> — Électeurs Mandat B.1<sup>o</sup>) — CERCLE DE LOMÉ

O. OLYMPIO  
J. SAVI de TOVÉ  
Peter AYIKUE  
F. F. HOMAWOO  
Daniel LOKOH  
Lucas SENAYAH  
EKLOU Fred  
Oskar AFOKPA  
Freman d'ALMEIDA  
Alex ACOLATSE  
Joseph COMLAN  
Henry AKUSSION  
Henry TEVIE  
Paul HUEMENU  
Jacob TEKOU  
Crécencio AGUIAR  
Essien KWAKU  
Paul ADAMA  
Andréas AHADJI  
NTASSE Richard  
ADJINO Andréas  
Joseph AMENUVEKOU  
AHOAWOTO

EKLOU Fred  
Auguste ASHIOGBOR  
Joseph SYDOL  
Victor QUIST  
Joseph TODÉJRAPOU  
Aloysius SELLY  
OCLLOO Francis  
Emmanuel BAMEZON  
BOKO AGBODJAN  
AZOUMA  
AMOUZOU TOKPO  
Henry AYAO  
Sam MAKOLI  
S. B. SALIKOU  
KOUGBLENOU  
GUÉNOU ATIWOKPOE  
AMOUZOU GBAYO  
AKAKPO BOSSA  
MESSAVI ZANOU  
KOFFI John  
AMEMENYO KWASSI  
Henry de SOUZA  
TOFAN  
AGBENOU

Joseph POMARY  
Daniel LOGOSSA  
MOROU YESSOUFFOU  
Joseph ATTIVOR  
Hermann KOLEVI  
Martin MENSAH  
Joseph MENSAH  
Michel AGBEMENYA  
IDRISSOU BARBOZA  
SANOUSI GIBIRILLA  
Samuel AMEGEE  
AGBENOKO EKLOU  
Gerhard CUDJOE  
OTNEAL ANTHONY  
Andreas HUGBEKEY  
DENANYO  
ANOU MOU  
Hyronimus AGBAGLO  
LAMENU AYIVOR  
TÉTÉ AGBO  
DANKLOU DASSONOU  
SAVI  
NOUANDEKE  
ATSU Gaspard

II<sup>o</sup>) — CERCLE D'ANÉCHO

Damasus ADOTE  
Lucien AMOYI  
KOUGBAGBE  
Joseph SOSSOU  
Pierre ZIONONO  
KOUSSAN  
Laurence AGBODJAN  
Paul MENSAH  
D. AKAKPO  
KODJOVI KOFFI  
AKAKPO SITTI  
TÉTÉ ATTIKOSSA  
Paul KANLIPE  
Hans KEMIDE  
Samuel GABA  
AMÉGAN  
Christian NYONATOR  
Clemence AMENYAH  
OHIN (John Holt)  
MENSAH —  
Léopold SOPOH  
Raphaël SODATONOU (Swanzy)  
J. J. AJAVON  
OTTOH  
BERNARD  
TOHOUÉGNON  
AMOUSSOU  
AYITSÉDJI Joseph (Ollivant)  
Jacob LAWSON  
John SOSSOUCARH  
KOUÉTÉVI  
AKAKPO  
ABRAHAM  
DOGO

Domicile	
Tokpli	Daniel ZEKPA (Af. Ass.)
Avévé	Nicolas LAWSON
—	NATHANIEL (Millers)
Vogan	S.A. MENSAH —
Anécho	Fred MENSAH (Swanzy)
Vogan	TIHÈ
P. Seguro	Cosmas MENSAH —
—	Jules SOSSOUCARH
Vokoutimé	ÉTSÉ MENSAH
—	BYLL Michel
Anécho	LAWSON Antoine
—	Atanasius KOFFISON
Vogan	AMOUSSOU POGNON
Attitogon	EKLOU AZIABLE
Anécho	FRANKLIN (J. Walkden)
—	SEDDOR Valentin (Russel)
—	J. A. DOSSOU (Af. Ass.)
—	Paul ASSANI
—	Henry DOSSE
—	GNOLAO
Glidji	PAULIN
Anécho	KONASSO
—	KODJO
Tabligbo	AYITÉ François (Carbou)
Anécho	John MENSAH (Lecomte)
Avévé	T. LAWSON (Ollivant)
Tabligbo	AGBA
Anécho	HOUÉSSO
Vogan	AMOUSSOU (Ollivant)
Tokpli	KOUAKOUI DA SIVEIRA
Vokoutimé	VIGNON
Djéta	AMOUSSOU
Vogan	WILSON
Anécho	FOLI

Domicile	
Vokoutimé	
Aklakou	
Anécho	
Vogan	
Anécho	
Vogan	
Vokoutimé	
Tokpli	
Lacatacondji	
Anécho	
Adamé	
Aklakou	
Adamé	
Kpondavé	
Anécho	
—	
—	
Tabligbo	
Tokpli	
Afagnan	
—	
Anécho	
Agbético	
Anécho	
—	
Anécho	
Anfouin	
Anécho	
Anécho	
—	
—	
—	
—	
Badougbé-Keta	



	Domicile		Domicile
AGBESSI	Aklakou	OUASSINOU	Djéta
SÉWÉ	—	GARBA	Vokoutimé
KAGNI	Anfouin	GALI	Batonou
LÉGBON	Anécho	AMOUSSOU	Agomé-Glozou
AKAKPO	Agomé-Glozou	SOUZA	Sikakondji
KOKOU	Vokoutimé	AMOUSSOU	Anécho
ESSÉ MENSAH	Sikakondji	BOI'KARY	Sikakondji
AFOUTOU	Glidji	MAGRI	Anécho
ABOKI	Anécho	SÉNAGLO	Agomé-Séva
DOLAGBENOU	Tokpli	AGBESSI	Zoolan
ADÉMENDÉ	Wogba	MOUSSOUGAN	Tabligbo
EKOUE	Akoda	MAWUNA	—
FRANCK	Lakatakondji	KAKPO	Wogba
AMEGAMEVI	Wogba	HANST	Anécho
JOSEPH	Vogan	ALI	Tabligbo
AUDOU	Anécho	KLOMÉGAN	Anécho
ADÉDÉWA	Anécho	KAKPO	Anécho
DOSSÉVI	Anécho	AGOUDÉMÉ	Anécho

## III°) — CERCLE D'ATAKPAMÉ

	Atakpamé	MENSAH ADJANGBA	Atakpamé
WOWOLIN	—	AKPAKI	—
Winfred AMEDOGÉ	—	AFIDÉGNON	—
G. GNADJOGBE	—	LOCOH	Nuatja
Fritz BASSAH	—	ATTIKPO	Tététou
A. KEKEH	—	Martin AKPEI	Ezimé
Peter MAHENDE	—	NOVIOKOU	Ezimé
AVOUZA	—	ODOUM KOUAMI	Klabé
Andréas NOFODJI	Klabé	BANKA BOKO	Dadja
ALOWONOU	Dadja		

## IV°) — CERCLE DE KLOUTO

	Palimé	Sam POPOTI	Palimé
ARMATHOE	—	Joseph GNASSOUNOU	—
AMÉLIPO Gotthold	—	Andréas GOZO	—
Andreas AGBODJAN	—	Andréas YOVON	—
Jobannes WOAMEGBE	—	Gottfried KOFFI	—
Georges KOUASSITSE	—	James ATAKPAH	Agou-Gare
Graham AGBO	Agou-Nyongbo	Robert KOFFI	Kpadafé
Dominique QUEVIDJÉ	—	Reinfried FOLI	Palimé
William HILLA	Palimé	Albert AGBOZO	—
HOUPATI	—	Michel AMEKUGBE	—
AMEYIBO	—	Theophile WÉTRO	—
Gottfried BADOHU	—	KOUASSIVI PENNI	Kpadafé
KOMLAGA	Kametonou	Otto AMÉTÉPÉ	Palimé
John TAMAKLOE	Palimé	Gilbert LAWSON	—
Joshua AGRIPPAH	—	Richard ADJIMAH	Palimé
Michel APALOO	Palimé	Freeman MOUSSA	—
Rudolph DJIRAKOR	—	Johannes GBAWODEME	—
Clémence KOUSSA	Kpélé-Govié	Alphonse KOFFI	—
KOUASSI QUNTER	Palimé	Robert YAWOTSÉ	—
Richard AYIVOR	—	Paulin AGUIAR	—
Hermann KOUAMI	—	Adolph SEDDO	—
Estachio de SOUZA	—	Evaristus MENSAH	—
Gilbert BLAGOGÉE	—	Adolph ABIAWOO	—
Fradz GAKPAH	—	AMANYO	—
Gabriel DADZIE	—	SALOMON	—
John DOE OBLA	—		
AWOUDJA	—		

## V°) — CERCLE DE SOKODE

Remy THOMAS  
GOGNÉ  
BAGRA  
ASSIDI  
Jean ZANNOU  
TONOU  
AGBANGNI  
ATAMA  
MANEDJI  
Jean BOCCO  
ATHELEY Grégoire

Achille HUNGUÉ  
ALASI GLU  
Jean HOUNTONDI  
COMLAN Pius  
KÉFIN OUAKA  
JACQUIS  
FIAWOO  
SOLABA  
Sylvestre POUMBÉ  
MATHIAS

Louis MENSAH  
Groch MOUSSA  
GADI  
Emmanuel d'ALMEIDA  
Jacob BOUKARY  
CESSIME  
ALI  
BAFAVÉ  
ADOUM DODÉ  
FOLIGAN Josué

## VI°) — CERCLE DE MANGO

OUMAROU  
MISSI-OUA  
MALAM IBRAHIMA.

## P. T. T.

*ARRÊTÉ N° 107 portant élévation du montant maximum d'encaisse des bureaux des P. T. T. de la Colonie.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1920 fixant l'encaisse maximum des bureaux de Postes, Télégraphes et Téléphones du Togo ;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones ;

## ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'encaisse maximum en numéraire des bureaux de Postes et Télégraphes de la Colonie est fixée comme suit :

Lomé . . . . .	25.000
Anécho . . . . .	5.000
Atakpamé . . . . .	5.000
Palimé . . . . .	5.000
Sokodé . . . . .	5.000
Sansané-mango . . . . .	2.000
Bassari . . . . .	1.000

ART. 2. — Le minimum de l'encaisse de ces mêmes bureaux est fixé à la moitié des sommes indiquées à l'article premier.

ART. 3. — Le Chef du Service des Postes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mars 1930

BONNECARRÈRE

## Personnel indigène

*ARRÊTÉ N° 108 complétant l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo ;

## ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2 de l'article 21 de l'arrêté du 23 juin 1928 est complété de la façon suivante :

L'effet de la rétrogradation ou de la révocation prononcée contre les agents suspendus rétroagit à la date de la suspension.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mars 1930.

BONNECARRÈRE.

## Agriculture

*ARRÊTÉ N° 113 créant un système d'avances et de primes destinées à encourager l'Agriculture.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 24 juillet 1906 au sujet de l'immatriculation en Afrique Occidentale Française rendu applicable

au Togo par le décret du 23 décembre 1922 promulgué par l'arrêté du 31 janvier 1923;

Vu l'urgence et sous réserve de l'approbation interministérielle pour l'ouverture du compte;

Le Conseil d'Administration entendu;

### ARRÊTE :

**ARTICLE PREMIER.** — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte hors budget; « Encouragement à l'Agriculture » destiné à constater les opérations relatives à l'allocation de primes, d'avances et de matériel agricole dans les conditions qui seront fixées par les articles suivants. Ce compte sera alimenté en recettes.

1° — Par les subventions accordées par le budget local qui ne seront pas inférieures au revenu des actions souscrites par le Territoire pour la constitution de la Banque de l'Afrique Occidentale.

2° — Par les redevances versées par la Banque de l'Afrique Occidentale conformément à l'article 10 de la loi du 29 janvier 1929.

3° — Par le revenu des parts bénéficiaires de la Banque de l'Afrique Occidentale attribuées au Territoire.

4° — Par les intérêts et amortissement des avances consenties à titre remboursable.

5° — Eventuellement par les fonds de concours des collectivités et les recettes diverses et accidentelles dont ce compte pourrait bénéficier, ainsi que par les avances consenties au Territoire par la Banque privilégiée dans les conditions fixées par l'article 11 de la convention du 24 février 1927.

**ART. 2.** — Les fonds disponibles pourront servir :

1° — à l'allocation de primes à l'Agriculture accordées dans les conditions fixées par les articles 3, 8, 9.

2° — à l'achat de matériel agricole susceptible de moderniser et de faciliter les modalités de production. Ce matériel sera pris en compte par le Service de l'Agriculture. Il donnera lieu sur la base du prix de revient soit à l'allocation de primes comme prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus soit à une allocation d'avances comme prévu aux trois paragraphes suivants.

3° — à l'allocation d'avances à court terme, pour une durée maximum d'un an, avec intérêt à 1%.

4° — à l'allocation d'avances à moyen terme pour une durée maximum de 5 ans — intérêt à 1% — remboursable à partir de la 2<sup>me</sup>, 3<sup>me</sup>, 4<sup>me</sup>, 5<sup>me</sup> année au choix de l'emprunteur.

5° — à l'allocation d'avances à longs termes soit 10 et 15 ans, remboursables par annuités courant de la 5<sup>me</sup> ou de la 10<sup>me</sup> année au choix de l'emprunteur et au taux d'intérêt de 1%.

Les annuités en tenant compte de l'intérêt ci-dessus spécifié seront fixées dans le contrat d'avance.

**ART. 3.** — Les primes en numéraire et en matériel seront attribuées par le Commissaire de la République après avis d'une commission composée de :

Le Chef du Secrétariat Général	Président
Le Chef du Bureau des Finances	
Un Commandant de Cercle	
Le Chef du Service de l'Agriculture	
Un membre de la Chambre de Commerce	
Un notable indigène.	

**ART. 4.** — Quand il s'agira de statuer sur une demande d'avance cette commission sera complétée par le Receveur de l'Enregistrement et un délégué du Trésor.

**ART. 5.** — Aucune avance à court, moyen et long terme ne pourra être consentie qu'à des propriétaires de biens immatriculés dans les conditions du décret du 24 juillet 1906 rendu applicable au Togo par arrêté du 31 janvier 1923.

**ART. 6.** — Les avances ainsi consenties devront être garanties par une hypothèque portant sur tout ou partie des biens immatriculés au nom du demandeur ou par un aval souscrit par un propriétaire acceptant de donner ses immeubles immatriculés en nantissement. L'hypothèque devra toujours être du premier rang. Dans le cas où il existerait une hypothèque antérieure, l'emprunteur devra rapporter une renonciation à son rang des inscrits précédents.

**ART. 7.** — Les contrats seront établis dans la forme administrative par le Bureau des Finances. Les frais d'enregistrement et de timbre seront à la charge de l'emprunteur. En cas de non paiement des annuités aux époques fixées par le contrat la totalité des annuités restant dues sera exigible après un mois de mise en demeure par lettre du Commissaire de la République; le gage sera réalisé dans les formes et conditions de droit commun.

**ART. 8.** — Les primes ne seront accordées qu'après constatation de la mise en valeur des domaines, la quotité en sera fixée pour chaque plant par la commission prévue à l'article 3. Elle pourront être renouvelées pendant 3-4-5 ans suivant le délai nécessaire à la production des plantations encouragées.

**ART. 9.** — Les chefs de village pourront au nom de la collectivité recevoir les primes dont il s'agit et bénéficier de l'allocation de matériel agricole. Dans le cas où le Service de l'Agriculture constaterait un mauvais entretien du matériel agricole ainsi délivré ils seront tenus d'en rembourser la valeur après 2 avertissements faits à 1 mois d'intervalle.

**ART. 10.** — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1930.

BONNECARRÈRE,

### Indemnités de fonctions.

**ARRÊTÉ N° 114** complétant le tableau des suppléments de fonctions annexé à l'arrêté du 29 juin 1929.

PAR ARRÊTÉ DU 4 MARS 1930.

Le Conseil d'Administration entendu;

**ARTICLE PREMIER.** — Le tableau des indemnités de fonctions annexé à l'arrêté du 29 juin 1929 est ainsi complété:

### Chemin de fer.

Chef de la Comptabilité des Chantiers des Travaux Neufs à Agbonou . . . . . 3.600 frs.

**ART. 2.** — Le Chef du Secrétariat Général, le Directeur du Chemin de Fer sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Tarifs du Chemin de fer.**

**ARRÊTÉ N° 115** portant modification aux tarifs du Chemin de fer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté N° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises du 31 décembre 1928;

Sur la proposition du Capitaine du Génie, Directeur du Chemin de fer et du Wharf;

Le Conseil d'Administration entendu;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 163 est annulé et remplacé par le suivant :

« Art. 163. — C. — Voie urbaine d'Anécho.

« Sur la voie urbaine d'Anécho les transports sont effectués aux prix et conditions suivants :

« 1<sup>re</sup> — Par wagon complet de la gare d'Anécho à la voie urbaine et inversement et pour les échanges entre les maisons de commerce situées sur la voie urbaine :

« Il sera perçu par wagon complet un droit de location journalier de 32 francs si le wagon est libéré dans les 24 heures qui suivent son arrivée devant les magasins du destinataire.

« En cas de non observation de cette prescription cette taxe sera doublée par fraction indivisible de 24 heures à partir du moment où le wagon aurait dû être normalement libéré de son chargement.

« Les wagons sont obligatoirement manœuvrés à la machine.

« 2<sup>e</sup> — Au détail, de la gare d'Anécho à la voie urbaine et inversement et pour les échanges entre les maisons de commerce situées sur la voie urbaine :

« Il sera perçu une taxe de 7 francs par tonne avec un maximum de perception de 32 francs.

« Les wagons sont manœuvrés à la main, la main-d'œuvre étant à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

« 3<sup>e</sup> — Tout transport sur la voie urbaine ne pourra être exécuté que sur demande expresse de l'expéditeur exprimée par déclaration d'expédition ou par lettre régulière.

« 4<sup>e</sup> — Les wagons et leur chargement restent sous la surveillance et la responsabilité des usagers dès qu'ils ont été mis à leur disposition.

« 5<sup>e</sup> — La reconnaissance des colis tant à l'arrivée qu'au départ sera effectuée à la gare d'Anécho. »

**ART. 2.** — Le Capitaine du Génie, Directeur du Chemin de fer et du Wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> mars 1930.

Lomé, le 4 mars 1930.

BONNÈCARRÈRE.

**Tarifs du wharf**

**ARRÊTÉ N° 116** complétant les tarifs du Wharf par un tarif spécial pour le transport de la glace à bord des navires.

PAR ARRÊTÉ DU 4 MARS 1930 :

Le Conseil d'Administration entendu ;

**ARTICLE PREMIER.** — Les tarifs du Wharf du 31 décembre 1928 mis en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> février 1929 sont complétés par le tarif suivant :

**« Transport de glace**

« Art. 31 bis — la glace à l'exportation seulement sera taxée à 10 francs la tonne par fraction indivisible d'une tonne. »

**ART. 2.** — Le Capitaine du Génie, Directeur du Chemin de fer et du Wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à partir du 1<sup>er</sup> mars 1930.

**Enseignement**

**ARRÊTÉ N° 119** créant une Mutuelle scolaire à l'école rurale de Dadja et lui allouant une subvention de trois cents francs.

PAR ARRÊTÉ DU 4 MARS 1930

**ARTICLE PREMIER.** — Il est créé à l'école de Dadja (Atakpamé) une mutuelle scolaire dépendant de Dadja.

**ART. 2.** — Une subvention de trois cents francs imputée sur les crédits du chapitre XIII — article 1<sup>er</sup> paragraphe 7 du Budget local de l'exercice 1930, est accordée à la dite mutuelle scolaire.

**ART. 3.** — Le Chef du Secrétariat Général, le Chef du Service de l'Enseignement et l'Administrateur Commandant le Cercle d'Atakpamé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du 1<sup>er</sup> mars 1930.

**Primes**

**ARRÊTÉ N° 120** complétant l'arrêté N° 247 du 18 mai 1929.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté N° 247 du 18 mai 1929 rendant applicables au chemin de fer du Togo l'arrêté du Gouverneur Général de l'A.O.F. du 30 décembre 1924 réglementant l'attribution de gratification et de prime au personnel du Cadre Commun Supérieur des chemins de fer de l'A.O.F. ainsi que tous actes modificatifs s'y rapportant et en particulier l'arrêté du Gouverneur Général du 18 mai 1929 ;

Sur la proposition du Capitaine du Génie, Directeur du chemin de fer et du wharf ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 2 de l'arrêté N° 247 du 18 mai 1929 est complété comme il suit :

Les gratifications prévues par l'arrêté du Gouverneur Général de l'A.O.F. du 30 décembre 1924 ne s'appliqueront pas au Directeur du chemin de fer du Togo auquel sera attribuée une gratification forfaitaire fixée par arrêté du commissaire de la République.

Toutefois par mesure exceptionnelle et transitoire le calcul des gratifications auxquelles aura droit le Directeur du chemin de fer pour les années 1928 et 1929 s'effectuera suivant les règles adoptées par l'arrêté du Gouverneur Général de l'A.O.F. du 30 décembre 1924 et les textes modificatifs subséquents. Cependant il y aura lieu de ne point faire intervenir dans le décompte des gratifications ainsi calculées pour la période en question les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du Gouverneur Général du 30 avril 1928.

ART. 2. — Le Directeur des Voies de pénétration et du Wharf et le Trésorier-Payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 4 mars 1930.  
BONNECARRÈRE.

P. T. T.

ARRÊTÉ N° 121 fixant le montant des abonnements aux boîtes de commerce.

PAR ARRÊTÉ DU 4 MARS 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;  
Le montant des abonnements aux boîtes de commerce est porté à dix francs par mois à compter du 1<sup>er</sup> mars 1930.

#### Indemnités de fonctions

ARRÊTÉ N° 122 complétant le tableau annexé à l'arrêté du 29 juin 1929 fixant les indemnités de fonctions à allouer au personnel civil et militaire en service au Togo.

PAR ARRÊTÉ DU 4 MARS 1930

Le tableau annexé à l'arrêté du 29 juin 1929 est ainsi complété :

#### Trésor

Porteur de contrainte . . . . . 600 frs.

#### Santé publique.

Médecin chargé d'un service d'assistance médicale à Tsévié . . . . . 1.000 —  
Médecin chargé d'un service d'hygiène à Tsévié 1.000 —  
Médecin Chef du Service de Radiologie . . . . 1.800 —

#### Impôts

ARRÊTÉ N° 123 approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929

PAR ARRÊTÉ DU 4 MARS 1930.

Le Conseil d'Administration entendu :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires détaillés ci-après :

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPÔTS	MONTANT
<b>Impôt personnel européen</b>			
362	Lomé (Ville)	Rôle suppl. - 4 <sup>e</sup> trimestre	4.100,00
363	Atakpamé	— —	100,00
364	Lomé (Tsévié)	— —	400,00
<b>Rachat des prestations Européens</b>			
365	Lomé (Ville)	rôle suppl. - 4 <sup>e</sup> trimestre	644,00
366	Atakpamé	— —	28,00
367	Lomé (Tsévié)	— —	84,00
<b>Patentes</b>			
		Centimes additionnels	Principal
368	Anécho	rôle sup. - 4 <sup>e</sup> tri. 13.551,07	38.717,50
369	Lomé (Tsévié)	— 2.885,75	8.245,00
<b>Armes</b>			
370	Klouto	rôle suppl. - 4 <sup>e</sup> trimestre	40,00
371	—	2 <sup>me</sup> rôle supplémentaire.	160,00
<b>Taxe d'hygiène</b>			
372	Lomé (ville)	rôle suppl. - 4 <sup>e</sup> trimestre	4.400,00
373	Atakpamé	— —	100,00
374	Tsévié	— —	400,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 10 mars 1930.

ARRÊTÉ N° 24 approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1930.

PAR ARRÊTÉ DU 4 MARS 1930

Le Conseil d'Administration entendu ;

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1930 détaillés ci-après :

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPÔTS	MONTANT
<b>Impôt personnel Européen</b>			
103	Lomé (Ville)	Rôle primitif. . . . .	73.600,00
<b>Rachat des prestations (Européens)</b>			
104	Lomé (Ville)	Rôle primitif. . . . .	9.212,00
<b>Taxe d'Hygiène</b>			
105	Lomé (Ville)	Rôle primitif. . . . .	36.800,00
<b>Véhicules</b>			
		Centimes Additionnels	Principal
106	Lomé (Ville)	Rôle primitif. 14.916,00 . .	49.720,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 10 mars 1930.

**Produits pharmaceutiques**

**ARRÊTÉ N° 131** modifiant l'arrêté N° 650 du 15 Novembre 1928 portant application des décrets du 4 Mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie ainsi que le commerce, la détention et la vente des substances vénéneuses au Togo.

PAR ARRÊTÉ DU 7 MARS 1930

Est ajoutée à la liste N° 2 de l'article 8 de l'arrêté susvisé N° 650 du 15 Novembre 1928 (spécialités pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts de médicaments), la spécialité pharmaceutique ci-après désignée :

Elixir tonique antiglaireux du Docteur GUILLIB.

**Chemin de fer**

**DÉCISION N° 191** classant les postes du Directeur et du Directeur-adjoint du Ch. de fer.

PAR DÉCISION DU 8 MARS 1930

Les postes du Directeur du Chemin de fer et du Directeur Adjoint sont classés ainsi qu'il suit :

Directeur ..... — poste très difficile  
Directeur-Adjoint ..... — poste difficile

**Chambre de Commerce du Togo.**

**ARRÊTÉ N° 136** fixant la date des élections pour le renouvellement en 1930 de la Chambre de Commerce du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la Chambre de Commerce du Togo;

Vu l'arrêté du 28 février 1930 approuvant la liste des électeurs de la Chambre de Commerce pour 1930.

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les élections pour le renouvellement de la Chambre de Commerce du Togo sont fixées au dimanche 6 avril 1930.

Elles auront lieu à Lomé, à la Maison Commune, sous la présidence de l'Administrateur Commandant le Cercle de Lomé, assisté des deux plus jeunes et des deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin.

Le scrutin sera ouvert de 9 heures à 11 heures du matin.

**ART. 2.** — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 18 janvier 1928, les électeurs absents de Lomé ou non domiciliés dans cette ville pourront adresser leur bulletin de vote au Président du bureau, sous double enveloppe, dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne seront pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au Président avant la fermeture du scrutin.

**ART. 3.** — Le Chef du Secrétariat Général et le Commandant de Cercle de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 11 mars 1930.

BONNECARRÈRE.

**Travaux neufs**

**ADDENDUM** à l'arrêté N° 507 du 16 Septembre 1929 déterminant les conditions d'emploi de la main d'œuvre et du personnel indigène sur les chantiers des Travaux Neufs du Chemin de Fer.

**ARTICLE PREMIER.** — ajouter :

En ce qui concerne le transport de leurs bagages, les travailleurs seront assimilés aux agents de la 4<sup>me</sup> catégorie visés à l'arrêté N° 722 du 20 décembre 1929.

Lomé, le 5 Mars 1930.

BONNECARRÈRE

**Militaires des réserves**

**ERRATUM** à l'arrêté N° 248 D. N. du 21 juin 1929 relatif au classement dans l'affectation spéciale des militaires des réserves en résidence dans le Territoire — (J. O. du Togo N° 137 du 16 juillet 1929 page 453).

**ARTICLE 2.** —

**Au lieu de :**

..... entrent dans les attributions du Commandant Supérieur des Troupes.

**Lire :**

..... entrent dans les attributions du Commandant des Forces de Police, agissant par délégation du Commandant Supérieur des Troupes de l'A. O. F.

(Le reste sans changement).

Lomé, le 26 février 1930.

Le Commissaire de la République,

BONNECARRÈRE

L'arrêté N° 248 D. N. du 21 juin 1929 et les tableaux annexés ci-après ont été approuvés par le Ministre de la Guerre et le Ministre des colonies le 14 décembre 1929 sous N° 12307 I/II. —

TABLEAU N° I. pour être annexé à l'arrêté N° 248 D. N. du 21 juin 1929

Secrétariat permanent de la Défense  
du Territoire.

## CORPS SPÉCIAUX

1 NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	2 CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales peuvent être prononcées	3 AUTORITÉS établissant la demande de classement et chargées de la tenue des contrôles des affectés spéciaux	4 AUTORITÉ à laquelle les demandes doivent être adressées et qui prononce l'affectation spéciale	5 ORGANE MILITAIRE mobilisateur
<b>Formations des Services du Trésor aux Armées</b>	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> Réserves S.A. 2 <sup>e</sup> R. 1 <sup>re</sup> R. — 11 plus anc. classes	Trésorier-Payeur Général de l'A.O.F.		
<b>Formations des Services des Postes et Télégraphes</b> <i>1° — Service de la Poste aux Armées</i> Fonctionnaires et Agents du Service Général Agents du Service de manipulation, distribution, transport de dépêches <i>2° — Sections techniques de télégraphie militaire</i> Fonctionnaires et Agents du Service Général Agents du Service de la pose des installations télé- phoniques Personnel ouvrier des sections techniques	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> Réserves S.A. 2 <sup>e</sup> R. 1 <sup>re</sup> R. 6 plus anc. cl. S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> Réserves S.A. 2 <sup>e</sup> R. 1 <sup>re</sup> R. 6 plus anc. cl. S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> Réserves S.A. 2 <sup>e</sup> R. 1 <sup>re</sup> R. 6 plus anc. cl. S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> Réserves S.A. 2 <sup>e</sup> R. 1 <sup>re</sup> R. 6 plus anc. cl.	Directeur des P. T. T. de l'A. O. F.	Commissaire de la Répu- blique au Togo sur de- mandes des Chefs des Services intéressés trans- mises par le Gouverneur Général de l'A. O. F. après avis du Général Comman- dant Supérieur des Trou- pes du Groupe de l'A. O. F.	Bureau de recrute- ment de l'A. O. F. à Dakar.
<b>Chemin de Fer</b> Section du Chemin de Fer de Campagne de l'A.O.F.	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> Réserves S.A. 2 <sup>e</sup> R. 1 <sup>re</sup> R. 6 plus anc. cl.	Directeur des Compagnies intéressées		
<b>Eaux et Forêts</b> Formations de sapeurs forestiers Agents et préposés des eaux et forêts	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> Réserves S.A. 2 <sup>e</sup> R. 1 <sup>re</sup> R. 9 plus anc. cl.	Chef du Service de l'Agricul- ture de l'A. O. F.		
<b>Douanes</b> Formations de Douaniers Agents du Service des Douanes	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> Réserves S.A. 2 <sup>e</sup> R. 1 <sup>re</sup> R. 6 plus anc. cl.	Chef du Service des Doua- nes de l'A. O. F.		

Les divers corps spéciaux désignés ci-dessus n'existent pas en A. O. F.  
et leur formation n'est pas envisagée actuellement.

Vu pour être annexé à l'Arrêté N° 248 D. N. du 21 juin 1929  
Lomé, le 21 juin 1929  
Le Commissaire de la République,  
BONNECARRÈRE.



TABLEAU N° II.

pour être annexé à l'arrêté N° 248 D.N. du 21 juin 1929

## ADMINISTRATIONS ET GRANDS SERVICES PUBLICS

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées	FONCTIONNAIRES ou administrations établissant la demande de classement dans l'affectation spéciale et chargés de la tenue des contrôles des affectés spéciaux	AUTORITÉ à laquelle les demandes doivent être adressées et qui est chargée de pro- mouvoir l'affectation spéciale	ORGANE MILITAIRE mobilisateur
<b>Services du commissariat :</b> Administrateur en chef Administrateur et Admini- strateur-adjoint des Colo- nies Sous-Chef de bureau ou Rédacteur de l'Admini- stration centrale Chef ou Sous-Chef de bu- reau des Secrétariats gé- néraux Adjoint principal des Ser- vices civils	Chef de Cabinet, Chef du Secrétariat Général, Chef ou sous-chef de bureau, Chef du Secrétariat permanent de la Défense Nationale	Chef de Cabinet ou Chef du Secrétariat Général	Commissaire de la République	Bureau de recrute- ment de l'A. O. F. à Dakar
autres emplois prévus réglementairement pour leur grade	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve	—	—	—
Adjoint et Commis des Services civils, Commis principaux et Commis des Secr- tariats généraux des colonies	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	—	—	—

**Circonscriptions administratives :**Administrateur en chef  
Administrateur et Adjoint  
strateur-adjoint des Colo-  
nies

commandant de cercle

S. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
6 plus anciennes classes ;  
hommes personnellement  
indispensablesAdministrateur  
Administrateur-adjoint des  
Colonies  
Adjoint principal et Adjoint  
des Services civilsadjoint à un Comman-  
dant de cercle  
ou  
chef d'une subdivisionS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveAdministrateur et Admini-  
strateur-adjoint des Colo-  
nies  
Adjoint principal et Adjoint  
des Services civilsautres emplois prévus  
régulièrement pour  
leur gradeS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves

Commis des Services civils

tous emplois prévus  
régulièrement pour  
leur gradeS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves**Justice :***Tribunal de 1<sup>re</sup> instance :*Président  
GreffierS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveJuge suppléant  
Commis greffierS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves**Police — Etablissements Pénitentiaires :**

Commissaire de police

S. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveBureau de recrute-  
ment de l'A. O. F. à  
DakarCommissaire de la  
République

Chef du Secrétariat Général

Procureur de la République  
Chef du Service Judiciaire

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées	FONCTIONNAIRES ou administrations, établissant la demande de classement dans l'affectation spéciale et chargés de la tenue des contrôles des affectés spéciaux	AUTORITÉ à laquelle des demandes doivent être adressées et qui est chargée de pro- noncer l'affectation spéciale	ORGANE MILITAIRE mobilisateur
<b>Trésor :</b>				
Payeur Payeur adjoint Commis principal et Commis	Fondé de pouvoirs, Cassier et chef de comp- tabilité ou chargé d'une paierie	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes ; hommes personnellement indispensables	Commissaire de la République	Bureau de recrute- ment de l'A. O. F. à Dakar
Commis principal Commis	Autres emplois prévus régulièrement pour leur grade	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves		
<b>Douanes :</b>				
Contrôleur Contrôleur-adjoint Vérificateur principal Vérificateur Commis principal Commis	en service au bureau du Chef de service	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	Chef de service	
Contrôleur Contrôleur-adjoint Vérificateur principal Vérificateur Commis principal Commis	remplissant effectivement les fonctions actives de Vérificateur	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve		
Brigadier, patron Sous-brigadier Sous-patron Préposé et matelot	à l'exception de ceux en service dans les bu- reaux ou magasins	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes ; hommes personnellement indispensables.		
Brigadier, patron Sous-brigadier Sous-patron Préposé et matelot	en service dans les bu- reaux ou magasins	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves		

**Enregistrement et domaines — Service topographique :***a) Enregistrement — domaines*

Receveur titulaire

*b) Service topographique :*

Géomètre principal

Géomètre

**Postes — Télégraphes — Téléphones :***a) P. T. T.*

Receveur

Commis principal

Commis

Les mêmes

Commis principal

Commis

Mécanicien

Surveillant chef

Surveillant

*b) Radiotélégraphie :*

Chef de station

Sous-chef de station

Opérateur

Mécanicien

**Service des transports par terre :**

Administrateur ou

Administrateur adjoint

des colonies

Ouvrier mécanicien spé-

cialiste d'un cadre ré-

gulier

Chauffeur d'un service de transport public

Chauffeur attaché au chef de la colonie ou à un

fonctionnaire

S. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réservesS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réservesS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
11 plus anciennes classes ;  
hommes personnellement et  
strictement indispensablesS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
6 plus anciennes classes ;  
hommes personnellement  
indispensablesS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réserves  
S. A. 2<sup>me</sup> réserveS. X. 2<sup>me</sup> et 1<sup>re</sup> réservesCommissaire de la  
République

Chef de service

Commissaire de la  
République

Chef de service

Commissaire de la  
RépubliqueBureau de recrute-  
ment de l'A. O. F.  
à Dakar

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées	FONCTIONNAIRES ou administrations établissant la demande de classement dans l'affectation spéciale et chargés de la tenue des contrôles des affectés spéciaux	AUTORITÉ à laquelle les demandes doivent être adressées et qui est chargée de pro- noncer l'affectation spéciale	ORGANE MILITAIRE mobilisateur
<b>Travaux Publics :</b>				
Ingenieur Ingenieur-adjoint	du cadre général des Travaux Publics	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve	Commissaire de la République	Bureau de recrute- ment de l'A. O. F. à Dakar
Adjoint technique		S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	—	—
Commis principal Commis Comptable	d'un cadre régulier, dans un emploi pré- vu régulièrement pour leur grade	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	—	—
Surveillant principal Surveillant chef Surveillant	d'un cadre régulier dans un emploi pré- vu régulièrement pour leur grade	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	—	—
<b>Service du chemin de fer et du wharf :</b>				
a) <i>Services généraux :</i>				
Chef de bureau ou Sous-Chef de bureau de comptabilité	chef des Finances	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve	—	—
Agent comptable		S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	—	—
b) <i>Exploitation :</i>				
Inspecteur, chef du service Chef de gare Sous-Chef de gare		S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes ; hommes personnellement indispensables	—	—
Agent comptable		S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	—	—
c) <i>Voies et Bâtiments :</i>				
Chef de district		S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes ; hommes personnellement indispensables	—	—

d) <i>Matériel et traction</i>	Chef du Service	Commissaire de la République	Bureau de recrutement de l'A. O. F. de Dakar
Mécanicien et Chef ouvrier d'art des cadres réguliers	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes; hommes personnellement indispensables		
e) <i>Wharf</i>			
Maître de port Chef ouvrier d'art (des cadres réguliers)	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes; hommes personnellement indispensables		
Maître de phare	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 11 plus anciennes classes; hommes personnellement et strictement indispensables		
<b>Service de l'Agriculture et des Forêts :</b>			
a) <i>Agriculture</i>			
Ingénieur et Ingénieur adjoint	{ non utilisé dans les bureaux de l'Ingénieur, Chef de Service vice		
Les mêmes (en service dans les bureaux)	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve Exceptionnellement : 1 <sup>re</sup> réserve S. A., 6 plus anciennes classes; hommes personnellement indispensables		
Conducteur principal Conducteur	{ cadre local, Chef de Secteur ou de station agricole		
b) <i>Forêts (cadre général)</i>			
Officier Sous-Officier Préposé	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve Exceptionnellement, 6 plus anciennes classes de la 1 <sup>re</sup> réserve du S. A.; hommes personnellement indispensables faisant un service actif		

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées	FONCTIONNAIRES ou administrations établissant la demande de classement dans l'affectation spéciale et chargés de la tenue des contrôles des affectés spéciaux	AUTORITÉ à laquelle des demandes doivent être adressées et qui est chargée de pro- noncer l'affectation spéciale	ORGANE MILITAIRE mobilisateur
Officier  Sous officier Préposé	{ en service dans les bureaux  { en service dans les bureaux	—  —	Commissaire de la République  —	Bureau de recrute- ment de l'A. O. F. à Dakar  —
<b>Service de Santé :</b>  Médecin de circonscription d'un cadre régulier	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve	—  —	—  —	—  —
<b>Enseignement :</b>  Inspecteur primaire chef de service Instituteur, directeur d'école Inspecteur d'école technique officielle	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve	—  —	—  —	—  —
<b>Banque Priviligée de l'A. O. F. :</b>  Directeur Chef d'agence Caisier	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve	Directeur local de la Banque	—  —	—  —
Inspecteur des produits	{ S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve	Commissaire de la Répu- blique sur la proposition du Président de la cham- bre de commerce	—  —	—  —

Vu pour être annexé à l'arrêté n° 248 D. N. du 21 juin 1929,  
*Le Commissaire de la République Française,*  
 BONNECARRÈRE



MINISTÈRE DES COLONIES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉCommissariat de la République  
Française au Togo

TABLEAU N° III

pour être annexé à l'arrêté N° 248 D. N. du 21 juin 1929

Secrétariat permanent de la Défense  
du Territoire

## PROFESSIONS INDUSTRIELLES

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées	AUTORITÉS ou personnalités établissant la demande de classement dans l'affectation spéciale et tenant le contrôle des affectés spéciaux	AUTORITÉ à laquelle les demandes doivent être adressées, et qui est chargée de pro- noncer le classement dans l'affectation spéciale	ORGANE MILITAIRE mobilisateur
<b>Electricité <sup>(1)</sup></b> Ingénieur ou Directeur Chef mécanicien Contremaître-ajusteur Contremaître-électricien	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes; hommes personnellement indispensables	Chef de l'Entreprise après consultation du Président de la Chambre de Com- merce	Commissaire de la République	Bureau de recrute- ment de l'A. O. F. à Dakar
<b>Sous-Directeur Comptable</b>	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves			
<b>Alimentation en Eau <sup>(1)</sup></b> Ingénieur-Directeur Chef mécanicien Chef fontainier Mécanicien	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes; hommes personnellement indispensables			

(1) La 1<sup>re</sup> réserve du S. A. n'est prévue que pour les seules entreprises travaillant pour l'armée. Pour les autres entreprises, le classement ne pourra dépasser la 2<sup>me</sup> réserve du S. A.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées	AUTORITÉS ou personnalités établissant la demande de classement dans l'affectation spéciale et tenant le contrôle des affectés spéciaux	AUTORITÉ à laquelle les demandes doivent être adressées, et qui est chargée de pro- noncer le classement dans l'affectation spéciale	ORGANE MILITAIRE mobilisateur
<b>Armement pour le Commerce et la Pêche <sup>(1)</sup></b>				
Directeur régional Agent principal	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve Exceptionnellement, et sur autorisation spéciale du Ministre: 6 plus ancien- nes classes du S. A. 1 <sup>re</sup> réserve; hommes person- nellement indispensables	Directeur local de l'entre- prise, après consultation du Président de la Cham- bre de Commerce	Commissaire de la République	Bureau de recrute- ment de l'A. O. F. à Dakar
Chef mécanicien Chef d'atelier de construction ou de réparation } à terre	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve Exceptionnellement, et sur autorisation spéciale du Ministre: S. A. 1 <sup>re</sup> ré- serve, 6 plus anciennes classes; hommes person- nellement indispensables			
Capitaine ou second Chef mécanicien Patron breveté } à la mer	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves 6 plus anciennes classes; hommes personnellement indispensables			
<b>Usine à Glace (ou frigorifique):</b> Ingénieur Directeur Mécanicien Ajusteur	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve	Directeur de l'Entreprise après consultation du Président de la Chambre de Commerce		
Comptable Chauffeur de chaudière	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves			
<b>Scieries <sup>(1)</sup></b>	S. X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>me</sup> réserve Exceptionnellement et sur autorisation spéciale du Ministre: S. A. 1 <sup>re</sup> ré- serve, 6 plus anciennes classes; hommes person- nellement indispensables			
Directeur Contremaître mécanicien				

<b>Huilleries (1)</b>  Ingénieur Directeur Contremaître mécanicien  Sous-Directeur Chauffeur de chaudière  <b>Boulangeries :</b>  Ouvrier spécialiste	S. X. 2 <sup>m</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>m</sup> réserve Exceptionnellement, et sur autorisation spéciale du Ministre : S. A. 1 <sup>re</sup> réserve 6 plus anciennes classes ; hommes personnellement indispensables	Directeur de l'Entreprise après consultation du Président de la Chambre de Commerce	Commissaire de la République	Bureau de recrutement de l'A.O.F. à Dakar
	S. X. 2 <sup>m</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	—	—	—
	S. X. 2 <sup>m</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves Exceptionnellement, sur rapport spécial au Commissaire de la République : S. A. 2 <sup>m</sup> réserve	Commandant de cercle	—	—
	S. X. 2 <sup>m</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>m</sup> réserve	Directeur de l'entreprise après consultation du Président de la Chambre de Commerce	—	—
<b>Service de Transports par terre :</b>  Directeur Mécanicien <b>Abattoirs :</b>  Ouvrier spécialiste	S. X. 2 <sup>m</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves Exceptionnellement, et sur rapport spécial au Commissaire de la République : S. A. 2 <sup>m</sup> réserve	—	—	—
<b>Atelier de mécanique, de réparation pour automobiles, machines agricoles :</b> Directeur Contremaître Mécanicien-ajusteur Ouvrier spécialiste, sur bois	S. X. 2 <sup>m</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S. A. 2 <sup>m</sup> réserve	Directeur de l'entreprise après consultation du Président de la Chambre de Commerce	—	—

(1) La 1<sup>re</sup> réserve de S. A. n'est prévue que pour les seules entreprises travaillant pour l'armée.  
Pour les autres entreprises, le classement ne pourra dépasser la 2<sup>m</sup> réserve du S. A.

MINISTÈRE DES COLONIES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Commissariat de la République

Française au Togo

Secrétariat permanent de la Défense  
du Territoire

TABLEAU N° IV.

pour être annexé à l'arrêté N° 248 D.N. du 21 juin 1929

## PROFESSIONS AGRICOLES

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées	AUTORITÉS ou personnalités établissant les demandes de classement dans l'affec- tation spéciale et chargées de la tenue des contrôles des affectés spéciaux	AUTORITÉ à laquelle des demandes doivent être adressées et qui est chargée de pro- noncer l'affectation spéciale	ORGANE MILITAIRE mobilisateur
<b>Exploitations forestières : (1)</b>				
Directeur	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S.A. 2 <sup>me</sup> réserve (Exceptionnel- lement et sur autorisation spéciale du Ministre : S. A. 1 <sup>re</sup> réserve 6 plus an- ciennes classes ; hommes personnellement et stric- tement indispensables	Président de la Chambre de Commerce ou d'Agri- culture et Directeur de l'Entreprise	Commissaire de la République	Bureau de recrute- ment de l'A.O.F. à Dakar
Contremaître-bucheron				
Contremaître-charbonnier				
Machiniste (tracteur)	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S.A. 2 <sup>me</sup> réserve	—	—	—
<b>Entreprises de Culture : Riz, Oleagineux Textiles (coton, sisal), Cacao, Café (1)</b>				
Chef d'entreprise	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S.A. 2 <sup>me</sup> réserve (Exception- nellement et sur autorisa- tion spéciale du Ministre : S.A. 1 <sup>re</sup> réserve 6 plus anciennes classes hom- mes personnellement in- dispensables	Président de la Chambre de Commerce ou d'Agri- culture et Directeur de l'Entreprise	—	—
Mécanicien de machine agricole				
Surveillant Comptable	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves	Président de la Chambre de Commerce ou d'Agri- culture et Directeur de l'Entreprise	Commissaire de la République	Bureau de recrute- ment de l'A.O.F. à Dakar

(1) La 1<sup>re</sup> réserve du S.A. n'est prévue que pour les seules entreprises travaillant pour l'armée.  
Pour les autres entreprises, le classement ne pourra dépasser la 2<sup>me</sup> réserve du S.A.Vu, pour être annexé à l'arrêté n° 248 D.N. du 21 juin 1929  
Le Commissaire de la République Française,  
BONNECARRÈRE.

Commissariat de la République  
Française au Togo

TABLEAU N° V.

pour être annexé à l'arrêté N° 248 D.N. du 21 juin 1929

Secrétariat permanent de la Défense  
du Territoire

# ENTREPRISES COMMERCIALES

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles l'affectation spéciale est prononcée	AUTORITÉS ou personnalités établissant la demande de classement dans l'affecta- tion spéciale et chargées de la tenue des contrôles des affectés spéciaux	AUTORITÉ à laquelle la demande doit être adressée et qui est chargée de prononcer l'affectation spéciale	ORGANE MILITAIRE mobilisateur
Secrétaire Général de la Chambre de Commerce	lorsque cet agent est ré- tribué	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S.A. 2 <sup>me</sup> réserve	Commissaire de la République	Bureau de recrute- ment de l'A. O. F. à Dakar
Chef d'entreprise Chef de factorerie	employé par l'Adminis- tration pour les be- soins de la Défense du Territoire	S.X. 2 <sup>me</sup> et 1 <sup>re</sup> réserves S.A. 2 <sup>me</sup> réserve	Chef d'entreprise, après consultation du Président de la Chambre de Com- merce	—

Vu, pour être annexé à l'arrêté n° 248 D.N. du 21 juin 1929,  
Le Commissaire de la République Française,  
BONNECARRÈRE.

## Commissariat des Territoires Africains sous Mandat à l'Exposition Coloniale Internationale de Paris de 1931

### LES ENTREPRISES PRIVÉES DU CAMEROUN ET DU TOGO SOUS MANDAT FRANÇAIS A L'EXPOSITION COLONIALE

#### Nécessité de la participation des entreprises privées

L'Exposition Coloniale Internationale, dont le Maréchal Lyautey a assumé la haute direction et qui doit se tenir en 1931 à Paris, au Bois de Vincennes, sur une superficie de 109 hectares, sera une manifestation de grande portée dont ne peuvent se désintéresser les entreprises privées qui ont contribué à donner au Cameroun et au Togo leur prospérité actuelle.

Il est inutile de rappeler à l'homme d'affaires averti que les méthodes modernes exigent de toutes les entreprises qui veulent vivre, une action de publicité méthodique et toujours en éveil : publicité pour la vente des produits et la création de nouveaux débouchés ; publicité pour attirer les capitaux, éclairer et retenir l'actionnaire et le commanditaire ; publicité pour susciter des offres de personnel technique, d'outillage ou de matières premières.

Pour ce résultat d'intérêt immédiat, l'Exposition Coloniale de 1931 offre des avantages uniques.

Mais l'Exposition poursuit aussi des fins plus lointaines et de portée plus générale dont les entreprises privées sont solidaires et dont elles ne peuvent se désintéresser. Elle vise suivant l'expression du Gouverneur Cayla, Commissaire Général Adjoint, à mettre en relief « cette forme particulière de la civilisation qu'on appelle colonisation » et à « susciter un véritable esprit colonial dans les masses profondes de la nation française » (1). Elle atteindra ce but en présentant un tableau complet de l'œuvre accomplie aux Colonies. Il est évident que le commerçant, le planteur, l'industriel, l'homme d'affaires, ne peuvent pas être absents de ce tableau.

La France, à qui le Traité de Versailles a confié le Cameroun et le Togo, a fait un très large et libéral accueil aux entreprises privées de tous les pays, membres de la S. D. N. Elle a considéré les commerçants, industriels et gens d'affaires comme des collaborateurs et s'en est bien trouvée. Il est de l'intérêt commun que cette Exposition fournisse un nouveau témoignage de cette utile collaboration.

#### Conditions de participation des entreprises privées.

Les entreprises privées du Cameroun et du Togo participent à l'Exposition Coloniale (Section des territoires africains sous mandat) dans les conditions fixées par le règlement général de l'Exposition (décret du 27 juillet 1928) qui peut être consulté, soit au Commissariat de l'Exposition des Territoires Africains sous mandat, 27 rue Oudinot à Paris, soit à l'Agence Économique des Territoires africains sous mandat, 27 Boulevard des Italiens à Paris, soit aux bureaux des affaires économiques à Yaoundé et à Lomé, soit aux Chambres de Commerce de Douala et Lomé, soit dans les principales circonscriptions du Cameroun et du Togo.

Les demandes d'admission doivent être remises soit aux Commissaires de la République à Yaoundé et à Lomé, avant

le 15 septembre 1930, soit au Commissaire des Territoires africains sous mandat de l'Exposition Coloniale, 27 rue Oudinot ou 27 Boulevard des Italiens à Paris, avant le 1<sup>er</sup> novembre 1930.

Les listes d'admission seront irrévocablement closes à ces dates.

Seules les entreprises agricoles, minières, industrielles, bancaires et hôtelières ayant un Établissement au Cameroun et au Togo seront admises à exposer dans la Section des Territoires africains sous mandat.

Les échantillons et produits exposés seront répartis suivant la classification annexée au règlement général de l'Exposition et présentés sous le nom et la raison sociale de l'Exposant, de façon à faciliter les opérations du jury.

Les participations des Chambres de Commerce qui pourront éventuellement se produire, n'excluent pas les participations à titre individuel qui conservent tout leur intérêt pour les diverses entreprises privées.

#### Facilités accordées aux entreprises privées.

Les entreprises privées qui participeront à l'Exposition auront la faculté de remettre aux services administratifs locaux chargés de la préparation de l'Exposition à Yaoundé et à Lomé, les produits, échantillons, photographies, maquettes, plans et objets de toutes sortes qu'elles désireront exposer. Le Commissariat des Territoires Africains sous mandat, assurera gratuitement la mise en place, la protection et la présentation de ces produits, échantillons, photographies, maquettes et objets de toutes sortes.

D'autre part, les exposants qui en feront la demande pourront être autorisés à faire eux-mêmes une présentation d'ensemble de leurs exploitations, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des pavillons. Leurs projets devront être conçus dans le style et suivant la méthode adoptée pour l'ensemble de la Section et seront soumis à l'approbation préalable du Commissaire des Territoires africains sous mandat qui désignera l'emplacement. Ces installations, après approbation, seront exécutées entièrement aux frais et sous la responsabilité des exposants.

Il ne sera perçu aucune redevance pour location de surfaces planes ou murales affectées aux exposants.

Chaque exposant aura droit à une carte d'entrée dans les conditions fixées par l'article 23 du règlement général.

Paris, le 1<sup>er</sup> février 1930.

*Le Gouverneur des Colonies  
Commissaire des Territoires Africains  
sous mandat à l'Exposition Coloniale  
Internationale de Paris,*

André BONAMY.

(1) Discours prononcé à la Fédération des Industriels et Commerçants français.

## ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL EUROPÉEN

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
<b>Reclassement</b>					
	CACCAVELLI Dominique	Surveillant principal après 36 mois du cadre de l'A.O.F.			Erratum à l'arrêté du 12.12.29 (J.O. 1930 page 140). Surveillant principal après 36 mois le 1.1.25, 2 ans 2 mois 29 jours — surveillant principal après 36 mois au 1.7.27 avec 4 ans 8 mois 29 jours. Chef surveillant avant 2 ans le 1.7.27 avec 3 ans 2 mois 29 jours; chef surveillant après 2 ans le 1.7.27 : 1 an 2 mois 29 jours.
<b>Affectations</b>					
21.2.30	SERGEANT Henri	Capitaine d'I. C.	Lomé	1. 3.30	Reprend le commandement des Forces de police du Togo, Bureau Militaire, service de l'éducation physique et des sports, Secrétariat permanent de la défense du Territoire, Réserves indigènes.
—	BADAMIE	Agent Comptable Contractuel	Agbonou	—	Désigné pour remplir les fonctions de régisseur de la prison d'Agbonou.
25.2.30	ARTAXE Albert	Agent Comptable principal contractuel	Lomé	1. 2.30	Nommé gérant du magasin d'approvisionnement du C. R. T.
21.2.30	COSTARAMONNE	Ingénieur principal des Travaux Publics	—	—	Nommé directeur adjoint des Travaux Neufs
25.2.30	—	—	—	—	Aura délégation permanente pour la signature de tous actes et pièces ressortissant aux attributions du directeur des Travaux Neufs. Il est en outre nommé adjoint au chef de la circonscription administrative des Travaux Neufs et pourra exercer les pouvoirs disciplinaires dans les limites de cette circonscription.
27.2.30	LOBVENBRUCE	Médecin contractuel	—	1. 3.30	Affecté au poste d'observation sanitaire et d'assistance médicale de Lama-Kara.
28.2.30	D'AZCONA	Adjoint principal des S. C. du Togo	—	—	Chargé des fonctions de Commissaire de police et régisseur de la prison de Lomé.
1. 1.30	PATANCHON	Agent d'hygiène contractuel	Nouvellement agréé	—	Mis à la disposition du Commandant de cercle de Lomé.
6. 3.30	DELAPIERRE	Surveillant principal des Travaux Publics	Retour de congé	—	Mis à la disposition du directeur des Travaux Publics.
7. 3.30	BONDU	Chef de chantier contractuel	Nouvellement engagé	—	Mis à la disposition du Directeur des Travaux Neufs.
<b>Mutation</b>					
21.2.30	BILLET	Capitaine du génie	Lomé	—	Est rapportée la décision du 30.10.29 M. Billet est nommé adjoint au directeur du Chemin de fer et conserve ses fonctions de directeur adjoint des Travaux publics et est en cette qualité chargé plus particulièrement des cercles de Lomé, Aného, et Kloto.
<b>Indemnité</b>					
4. 3.30	COSTARAMONNE	Ingénieur principal de 3 <sup>me</sup> classe des Travaux Publics	Lomé	—	Directeur adjoint des Travaux Neufs, il lui est accordé une indemnité forfaitaire nouvelle de déplacement de 12.000 francs en compensation des frais de déplacement afflués aux agents de sa catégorie.
<b>Prime</b>					
6. 3.30	RABOISSON	Médecin lieutenant de la promotion sortante de l'Ecole d'application du service de santé de Marseille, désigné pour servir h. c. au Togo.			Prime de 3000 francs.
<b>Congés</b>					
21.2.30	PORTE	Ingénieur en chef		3. 5.30	Congé administratif de 6 mois paquebot <i>Asie</i> .
—	LAUNAY	Commis Radiotélégraphiste stagiaire	Lomé	22.3.30	Congé administratif de 7 mois paquebot <i>Brazza</i> .
27.2.30	ROBERT	Chef ouvrier d'art du chemin de fer	—	—	Congé administratif de 6 mois paquebot <i>Brazza</i> .
<b>Passage</b>					
21.2.30	SARON (M <sup>me</sup> )	Femme d'un administrateur adjoint des colonies	Lomé	22.3.30	Passage de retour en première classe de Lomé à Bordeaux paquebot <i>Brazza</i> .



## ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL INDIGÈNE

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
<b>Promotion</b>					
1.3.30	BARBOZA John	Surv. de route de 3 <sup>me</sup> cl.	Anécho	1. 1.30	Erratum à l'arrêté du 24.1.30. (J. O. 1930 p. 120)
<b>Titularisations</b>					
21.2.30	BONNIN François	Monit. de 6 <sup>me</sup> classe	Sokodé	23.2.30	
—	AJAVON Cyprien	Commis 8 <sup>me</sup> classe P. T. T.	—	1. 1.30	
—	LAZARUS LAWSON	—	—	—	
—	CHIBOZO Victor	Facteur aux. 3 <sup>me</sup> classe	—	—	
—	DOSSA Soudé	Surveillant aux. 3 <sup>me</sup> classe	—	—	
<b>Mutations</b>					
19.2.30	AMÉDEGNATO Richard	Instituteur auxiliaire de 1 <sup>re</sup> classe	Anécho		Affecté à l'école de village de Zowla
20.2.30	Urbain YAovi	Mécanicien conducteur 4 <sup>me</sup> cl.	Lomé	1. 3.30	Mis provisoirement à la disposition du chef du service de Santé
—	Isidore COMLAN	— 5 <sup>me</sup> cl.	—	23.2.30	Affecté provisoirement au Service géologique
1.3.30	MENSAH Alligbe	— 3 <sup>me</sup> cl.	—	—	Mis à la disposition du Commandant de cercle de Sokodé
—	CORKSON	Mécanicien Contract.	Sokodé	—	Affecté au Garage Central à Lomé
<b>Nominations</b>					
20.2.30	Moorhouse AMAN	Monit. d'ens. 6 <sup>me</sup> cl. stag.	Lomé	17.2.30	Ecole Régionale de Lomé
—	AMOUZOU Adolphe	Commis expéditionnaire auxiliaire	—	24.2.30	Mis à la disposition du médecin chef du Service de Santé.
21.2.30	Samuel Pio	Ouvrier d'art. stag. des Trx. Pub.	—	20.2.30	Ancien ouvrier du cadre du chemin de fer. Bénéficiera d'une ancienneté de 1 an 6 mois 20 jours
25.2.30	AYIVI Jérôme	Garde frontière 3 <sup>me</sup> classe stag.	—	1. 3.30	Affecté au Garage Central.
—	Adanhen ABIHA	—	—	—	
—	Etienne SOKOU	Surv. aux 3 <sup>me</sup> cl. stag. des P.T.T.	—	—	
—	Faustin KOUONDJI	—	—	—	
26.2.30	PADENOU Pascal	Elève-Conduct.	—	—	
—	BRUCE Salomon	—	—	—	
27.2.30	LAWSON B. Léonard	Commis expéditionnaire auxiliaire	—	—	Mis à la disposition du Commandant de cercle de Lomé
4.3.30	DOKOUH NAGBLÉ Eloi	—	—	—	Affecté au Cabinet
<b>Gratifications</b>					
20.2.30	ACHAD Pierrot	Planton de 1 <sup>re</sup> classe	Lomé		Gratification de 25 francs pour du zèle manifesté dans l'exercice de leurs fonctions.
—	CODJO François	— 8 <sup>me</sup> classe	—	—	
<b>Congés</b>					
20.2.30	Adam ABOUDOULAY	Mécan. conduct. 2 <sup>me</sup> classe	Lomé	1. 3.30	Congé annuel de 30 jours.
—	KOHLER Joseph	Facteur enregistreur 2 <sup>me</sup> classe	—	—	—
22.2.30	SOGLO Philippe	Cis. expéd. de 5 <sup>me</sup> classe	—	—	—
24.2.30	Reinhard DOH	Infirmier major 5 <sup>me</sup> classe	—	—	—
25.2.30	Ferd. KOUAKOURSE	Facteur Enregistreur 1 <sup>re</sup> classe	Glekovhé	6. 3.30	—
—	AGBOTON Albert	Commis Expéditionnaire 4 <sup>me</sup> cl.	Atakpamé	1. 4.30	—
—	JAMES HOUEBENOU	Téléphoniste 2 <sup>me</sup> classe	Lomé	1. 3.30	—
—	EKOUÉ Louis	Commis-Expédit. 4 <sup>me</sup> classe	—	24.2.30	Congé de convalescence de 2 mois.
28.2.30	Marcellin A. CROBESSY	Aide médecin 5 <sup>me</sup> classe	Sokodé	15.4.30	Congé annuel de 30 jours
—	Etienne J. DE SOUZA	Infirmier 2 <sup>me</sup> classe	—	10.3.30	—
4. 3.30	GNIMAYO Amoussou	Planton 7 <sup>me</sup> classe	Lomé	3.4.30	—
<b>Sanction disciplinaire</b>					
4. 3.30	Andréas K. ALLEN	Mécanicien conducteur 5 <sup>me</sup> cl.	Lomé		15 jours de retenue de solde pour faute grave

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
<b>Démission</b>					
19.2.30	Aoudou Soulé	Garde frontière	Lomé	15.2.30	
<b>Licenciements</b>					
22.2.30	John BULL	Méc. conduct. contract.	Klouto	1. 3.30	Licencié pour inaptitude physique. Il lui sera mandaté une indemnité de licenciement égale à trois mois de solde
25.2.30	Guillaume APANGLO	Garde frontière 3 <sup>me</sup> classe	Lomé	—	Inaptitude physique
<b>Révocations</b>					
20.2.30	PAULIN LOUIS	Garde d'hygiène 2 <sup>me</sup> classe	Lomé	5. 1.30	Condamnés par le tribunal de cercle de Lomé
—	JOHNSON Jean-Baptiste	— 4 <sup>me</sup> classe	—	—	
21.2.30	MENSAH Samson	Instituteur auxiliaire 2 <sup>me</sup> cl.	—	14.1.30	Révoqués pour fautes graves
—	ARMAND Vincent	Moniteur 6 <sup>me</sup> classe	—	—	
—	AMOUZOU Emmanuel	—	—	—	
1. 3.30	JONDO Michel	Commis Expéd. 3 <sup>me</sup> classe	—	20.1.30	Condamné par le Tribunal de cercle de Lomé

## COMMISSIONS

Par décision du :

26 février 1930. — Une commission composée de :

M.M. le Capitaine du Génie BILLET, Directeur Adjoint du Service des Voies de Pénétration et du Wharf	<i>Président</i>
FOURSAUD, Administrateur-Adjoint des Colonies	<i>Membres</i>
NOUVEL, Chef de Service de la Traction	
VEUILLET, Chef de Service de la Voie	

se réunira à Lomé sur la convocation de son Président en vue de faire subir les épreuves de l'examen pour l'emploi de maître-ouvrier.

Par décision du :

26 février 1930. — Une commission composée de :

M.M. le Capitaine du Génie BILLET, Directeur Adjoint du Chemin de fer	<i>Président</i>
NOUVEL, Chef de Service de la Traction	<i>Membres</i>
VEUILLET, Chef de Service de la Voie	
TESSIER, Ouvrier d'art Contractuel	

se réunira à Lomé sur la convocation de son Président en vue de faire subir les épreuves du concours professionnel pour le grade d'Ouvrier de 4<sup>me</sup> classe.

Par décision du :

4 mars 1930. — La Commission prescrite par l'article 4 de l'arrêté du 17 janvier 1927 du Gouverneur Général de l'A. O. F. composée de :

M.M. le Capitaine du Génie DALAISSE, Directeur du Service des Voies de Pénétration et du Wharf.....*Président*

le Capitaine du Génie BILLET, Directeur  
Adjoint du Service des Voies de Pénétra-  
tion et du Wharf.....  
BLANCHARD Chef du Service de l'Exploitation  
VEUILLET LOUIS — de la Voie  
NOUVEL — de la Traction  
BURCKHART Chef du Bureau des Finances

*Membres*

se réunira sur la convocation de son Président en vue d'établir le décompte des gratifications à accorder au titre de l'année 1929 aux agents du Service des Voies de Pénétration et du Wharf.

Par décision du :

6 mars 1930. — Une Commission composée ainsi qu'il suit :

M.M. PARISOT, Chef du Secrétariat Général,.....*Président*  
le Capitaine BILLET, Adjoint au Directeur  
des Travaux Publics  
LAIGRET, Elève-Administrateur des colonies

*Membres*

se réunira sur convocation de son président en vue de déterminer la consommation d'essence qu'il convient d'attribuer aux véhicules utilisés par la Société des Transports de l'Afrique Occidentale en exécution du contrat de transport du 9 juillet 1929.

## CONTRAINTES

Par décision du :

4 mars 1930. — M. LAPORTE, Commis de 2<sup>me</sup> classe de la Trésorerie du Togo est nommé porteur de contraintes.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue par arrêté du 4 mars 1930 pour compter du 1<sup>er</sup> du dit.

## DOMAINES

Par arrêté du :

4 mars 1930. — Est approuvée l'attribution provisoire à la *Société des Transports de l'Afrique Occidentale «La STAO»* Société anonyme ayant son siège à Paris, 10 rue de Mauberge, d'un terrain domanial sis à Lomé, d'une contenance de sept ares quinze centiares (7a. 15) immatriculé au Livre Foncier du Cercle de Lomé sous le n° 436, aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de sept mille cent cinquante francs.

Par arrêté du :

4 mars 1930. — Est approuvée l'attribution provisoire à la *Société Française à responsabilité limitée M.M. Jacquot et Jacquet*, ayant son siège à Lomé d'un terrain domanial d'une contenance de onze ares (11 ares) sis à Lomé, Cercle dudit, constituant le lot n° 13 du terrain immatriculé au Livre-foncier du Cercle de Lomé Volume 11 numéro 338, aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de cinq mille cinq cents francs.

Par arrêté du :

6 mars 1930. — Le sieur Mensah Hermann Tévi, profession de Commerçant, demeurant à Mango est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial situé à Sansanné-Mango (Cercle de Mango) : Place du Marché, d'une superficie d'environ trois ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le Cahier des charges.

## Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du Cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 647, déposée le premier mars 1930 le sieur Andreas Aku profession de Pasteur Protestant, demeurant et domicilié à Lomé, agissant pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction en terre de barre à usage de boutique, couverte en tôle, d'une contenance totale de 2 ares 64 centiares situé à Lomé, Avenue des alliés, (Cercle de Lomé), connu sous le feuillet n° 26 du Grundbuch de Lomé, et borné au nord et à l'est par terrain au requérant, au sud par l'Avenue des alliés, à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 648, déposée le 11 Mars 1930 le sieur Robert Achille Kouakou Gbedey profession de Commis expéditionnaire Principal demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone, non planté, d'une contenance totale de 2 hectares 3 ares 61 centiares situé à Lomé, "Tokouin", (Cercle de Lomé) et borné au nord et à l'est par terrain à la famille Elin, au sud par la lagune, à l'ouest par la voie ferrée Lomé - Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, ès mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal Civil de Lomé.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,*

PEYROTTE.

## Avis de bornage

Le Samedi 19 avril 1930 à 11 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Kpota, (Cercle d'Anécho) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de polygone irrégulier, portant trois constructions en maçonnerie à usage d'habitation, d'une contenance de 1 hectare 40 ares 67 centiares, et borné au nord par la route de Lomé, à l'est par la rue Wilson Albert et un terrain domanial, au sud par un chemin qui le sépare de la plage, à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par le sieur John Kounaké Creppy, commerçant-propriétaire demeurant à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 28 décembre 1929, n° 639.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,*

PEYROTTE.

## ECOLE COLONIALE

Sont autorisés à prendre part au concours d'admission au stage de l'Ecole Coloniale des 2 et 3 Avril 1930 les Adjoints principaux et Adjoints du cadre local des Services Civils du Togo désignés ci-après :

POISSON Adjoint principal

ROBERT " "

MOAL " "

PERRET Adjoint

GUIRAUD Adjoint

GOUBEAU " "

## ENSEIGNEMENT

Par arrêté du :

19 février 1930. — A compter du 1<sup>er</sup> mars 1930, une école de village est créée à Zowla (Cercle d'Anécho).

Par décision du :

4 mars 1930. — Est abrogé le paragraphe de la décision 822 du 14 novembre 1928 portant admission de l'élève Avisou Nouati.

Est agréé en qualité d'élève interne à l'Internat des fils de chefs d'Anécho le nommé OURADJI YAYA.

## EXHUMATIONS

Par arrêté du :

24 février 1930. — Est autorisé le transfert en France sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé le 1<sup>er</sup> mars 1930 des restes

mortels de M. MANEL Jean Hippolyte, Géomètre principal, décédé à Lomé le 3 mai 1927.

Le Budget Local participera aux dépenses résultant dudit transfert, conformément aux prescriptions de l'arrêté N° 66 du 23 février 1923.

Par arrêté du :

7 mars 1930. — Est autorisé le transfert en France sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé le 22 mars 1930, des restes mortels de M<sup>me</sup> ROBERT née COCHE Marie, Rénée, épouse d'un Chef ouvrier d'art du Chemin de fer du Togo décédée à Lomé le 14 septembre 1927.

Le Budget annexe du Chemin de fer participera aux dépenses résultant dudit transfert conformément aux prescriptions de l'arrêté N° 66 du 23 février 1923.

### JUSTICE INDIGÈNE

Par arrêté du :

22 février 1930 — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé SALIFOU condamné à 3 ans d'emprisonnement pour homicide involontaire par le Tribunal de Cercle de Sokodé.

Il devra résider obligatoirement à Sokodé pendant toute la durée de sa libération conditionnelle.

### PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

27 février 1930. — Sont supprimés de la liste N° 2 de l'article 8 de l'arrêté du 15 novembre 1928 et sont admis en vente libre, les uns en qualité soit de produits de toilette soit de succédanés de médicaments de la liste N° 1, les autres en qualité de vins toniques, les produits ci-après dénommés :

Carbolic cream (toutes marques)  
Eno's Fruit Salt  
Finest Cola Wine  
Gyraldose  
Hall's Wine  
Limonade purgative Vichy  
Mentholated Cream (toutes marques)

Mentholatum  
Menthol (toutes marques)  
Quinium Labarraque  
Santal Midy  
Scrubb's ammonia  
Vin Désiles  
Vin Girard  
Yellow Petroleum Jelly.  
Sont également admis en vente libre les produits ci-après :  
Sel de fruit (toutes marques)  
Vin tonique Kina Wine.

### RÉGIME PÉNITENTIAIRE

Par décision du :

28 février 1930. — Le nommé HOURSOUBO, condamné le 14 Décembre 1929 à vingt ans d'emprisonnement par le Tribunal de Cercle d'Anécho et détenu à la prison dudit Cercle, sera transféré à la prison de Mango.

### REMBOURSEMENT

PAR DÉCISION DU 4 MARS 1930

Le Conseil d'Administration entendu ;

Est autorisé le remboursement de la somme de cent soixante huit francs quarante trois centimes (168 frs. 43) pour marchandise perdue par le Service du Wharf.

Cette dépense sera imputée au Budget annexe de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf — Exercice 1929 Chapitre 3 Article 3 § 1<sup>er</sup> — Dépenses diverses et imprévues.

### CONCOURS

Un concours d'admission dans le cadre local de moniteurs d'enseignement du Togo aura lieu le premier Mai 1930 à huit heures dans les locaux du cours complémentaire de Lomé.

Il est exigé des candidats en plus du dossier de candidature la production du certificat de fin d'Etudes Primaires.

Se faire inscrire au bureau du Chef du Service de l'enseignement avant le 25 Avril 1930.

## OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS DE FÉVRIER 1930

LOCALITÉ	PRESSION ATMOSPHÉRIQUE			TEMPÉRATURE										HUMIDITÉ RELATIVE			DIRECTION MOYENNE DU VENT			NÉBULOSITÉ MOYENNE			EAU RECUEILLIE		OBSERVATIONS
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	
	7 h.	12 h.	17 h.	7 h.	12 h.	17 h.							7	12	17	7	12	17	7	12	17				
							Minima moyenne	Maxima moyenne	Minima absolue	Date	Maxima absolue	Date													
LOMÉ	756,3	755,8	754,8	23,6	29,8	28,1	22,2	32,1	19,8	1	34,6	28	96	89	89	N-O	NO-O	NO-O	1,4	2,1	1,4	2,12	1		L'Harmattan a soufflé les 5 premiers jours du mois
PALIMÉ				17	31	30			14	3	34	28										30	1		Orage et tornade le 8
ZÉBÉ																						0			
MANGO																						0			
SOKODÉ									20,2		34,7											0			
NUATJA																						41	1		Orage violent le 8
ATAKPAMÉ																						10	1		Pluie tombée le 8
																									Lomé, le 26.2.30 Le Pharmacien chargé du service météorologi- que, PLUCHON

## LISTE des marchandises entreposées depuis plus de six mois au magasin des Douanes de Lomé.

N° DU REGISTRE	DATE DE LA MISE EN DÉPÔT	NOM DU NAVIRE	PROVENANCE	MARQUE ET NUMÉROS DES COLIS	NOMBRE	ESPÈCES ET NOMBRES DES COLIS	POIDS	
Année 1927								
—	27-12-27	Kilstream	—	Expim	1 c/—	Inconnu	—	
Année 1928								
137	24-10-28	Olbia	308	Marseille	A. F. 100	1 c/—	Bougies et magnetos	13
135	14-12-28	Sir Georges	362	Axim	A. M. N.	1 c/—	Aulx	23
161	29-12-28	Immo	379	Hambourg	D. T. G.	1 c/—	Sucre	—
Année 1929								
4	1-1-29	Livadia	1	Hambourg	A. H. C.	1 c/—	(Colle) Médicament	—
12	22-1-29	Irmgard	22	Hambourg	O. L. I/II 606	1 c/—	Instruments de chirurgie	41
—	—	—	—	—	1 paq.	Livres	—	
28	4-3-29	Ingo	70	—	J. A. S. L.	1 c/—	Imprimés	53
—	—	—	—	—	s/m	2 c/s	Poutrelles en fer	—
42	16-4-29	Hoggar	118	Marseille	Swanzy 3385/6	2 colis	Pnen à vélos	—
43	19-4-29	Forafrie	119	Anvers	Ordre	2 barils	Ciment	360
51	6-5-29	Fort de Vaux	—	—	F. E. W. 9919/20	2 c/s	Marchandises en fer émaillé	165
53	4-5-29	Irmgard	142	Hambourg	— 20	2 c/3	Couvertures	129
56	11-5-29	Lokoja	148	Takoradi	179/80	2 colis	Toles	100
59	22-5-29	Olbia	158	Marseille	A. L.	1 c/—	Savon	—
—	—	—	—	—	F. A. O. 12.918	81 sacs	Sel	—
73	21-6-29	Oaïdo	195	Liverpool	Onitsha (1 trait rouge)	1 c/—	Biscuits	10
76	25-6-29	Kouroussa	198	Marseille	J. W.	1 c/—	Motocyclette	193
79	24-6-29	Egba	204	Liverpool	C. D. 2878	5 c/s	Quincaillerie	159
89	13-7-29	Wolfram	219	Hambourg	D. Set B 4943	1 c/—	Droguerie	—
93	25-7-29	Am. Vil. de Jo- yauae	227	Hambourg	1/5	1 c/—	Genièvre	—
100	6-8-29	Touareg	242	Douala	S. C. O. A 157 487, Anani 529	3 colis	Ronces métalliques	—
111	22-8-29	Bendu	260	Hambourg	S. T. A. O.	1 c/—	Sucre	60
131	16-9-29	Madonna	288	Douala	Lomé 1/250	2 c/s	Emailles	357
138	24-9-29	Chelma	296	Marseille	F. E. W. 1283/2	1 baril	Ciment	25
					C. A. D. E.	10 Dr.	Cbaux vive	

Un avis ultérieur fera connaître la date à laquelle il sera procédé à la vente des marchandises décrites ci-dessus.

Lomé, le 20 février 1930

Le Chef du Service des Douanes.

GUBNOT

**ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé  
pendant le mois de février 1930**

NOMS, PROVENANCE ET DSTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>35-Touareg</b> Douala-Marseille	Français	1. 2. 30	1. 2. 30	3.122	74	—	204.837
<b>36-Arnfried</b> Sapele-Hambourg	Allemand	2. 2. 30	3. 2. 30	1.355	39	18.236	308.472
<b>37-Fort de Vaux</b> Anvers-Cotonou	Français	— do —	2. 2. 30	1.351	51	116.298	—
<b>38-Fort de Souville</b> Kribi-Hambourg	— do —	4. 2. 30	4. 2. 30	3.129	47	—	253.770
<b>39-Foria</b> Marseille-Lagos	— do —	5. 2. 30	5. 2. 30	2.636	76	18.462	—
<b>40-Marie-Léonard</b> Liverpool-Burutu	Anglais	— do —	6. 2. 30	1.322	31	—	246.635
<b>41-Niger</b> Sapele-Marseille	Français	— do —	5. 2. 30	2.212	48	—	92.524
<b>42-Foucauld</b> Matadi-Bordeaux	— do —	6. 2. 30	6. 2. 30	6.131	197	0.626	53.121
<b>43-Thomas-Holt</b> Hambourg-Warri	Anglais	10. 2. 30	10. 2. 30	2.191	41	40.191	—
<b>44-Saint-Octave</b> Hambourg-Douala	Français	— do —	— do —	3.169	38	36.474	—
<b>45-Lokoja</b> Takoradi-Lagos	Anglais	11. 2. 30	11. 2. 30	576	50	0.113	0.297
<b>46-Ebani</b> Liverpool-Lagos	— do —	— do —	12. 2. 30	2.963	57	240.310	0.035
<b>47-Asie</b> Bordeaux-Matadi	Français	12. 2. 30	— do —	4.214	175	6.788	3.023
<b>48-Ouémé</b> Marseille-Douala	— do —	13. 2. 30	14. 2. 30	2.417	48	201.416	—
<b>49-Foria</b> Lagos-Marseille	— do —	14. 2. 30	14. 2. 30	2.636	76	0.450	319.908
<b>50-Orestes</b> Benito-Amsterdam	Hollandais	15. 2. 30	15. 2. 30	1.509	43	0.571	277.917
<b>51-Hercules</b> Hambourg-Lagos	— do —	15. 2. 30	15. 2. 30	1.372	31	35.978	—
<b>52-Solafric</b> Anvers-Douala	Anglais	16. 2. 30	16. 2. 30	2.126	31	51.839	—
<b>53-Kilstroom</b> Amsterdam-Burutu	Hollandais	16. 2. 30	— do —	1.029	31	34.406	—
<b>54-Hoggar</b> Marseille-Douala	Français	17. 2. 30	17. 2. 30	3.109	74	24.757	0.012
<b>55-Lokoja</b> Lagos-Takoradi	Anglais	— do —	18. 2. 30	0.576	50	0.612	63.205
<b>Lamotte-Picquet</b>	Croiseur Français	17. 2. 30	20. 2. 30				
<b>Guépard</b>	contre-torpilleur Français	— do —	— do —				
<b>Panthère</b>	— do —	— do —	— do —				
<b>56-Forafric</b> Douala-Rotterdam	Anglais	18. 2. 30	20. 2. 30	2.122	31	—	512.885
<b>57-Atto</b> Hamburg-Kogo	Allemand	— do —	19. 2. 30	2.597	47	48.551	0.258
<b>58-New-Brighton</b> New-York-Opobo	Anglais	20. 2. 30	21. 2. 30	4.023	52	202.716	—



NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>59-Elima</b> Dunkerque-Cotonou	Français	21. 2. 30	24. 2. 30	3.968	38	858.824	—
<b>60-Wakama</b> Abonema-Hambourg	Allemand	22. 2. 30	22. 2. 30	2.283	43	—	170.447
<b>61-Fort de Vaux</b> Cotonou-Marseille	Français	23. 2. 30	23. 2. 30	1.351	51	—	160.681
<b>62-Thomas-Holt</b> Warry-Hambourg	Anglais	24. 2. 30	24. 2. 30	2.191	41	—	103.491
<b>63-Félix-Fraissinet</b> Marseille-Forcados	Français	24. 2. 30	—do—	2.286	47	34.181	26.907
<b>64-Bereby</b> Londres-Londres	Anglais	27. 2. 30	27. 2. 30	3.197	48	6.376	50.648
<b>65-Cherca</b> Trieste-Matadi	Italien	28. 2. 30	28. 2. 30	3.319	41	309.250	—

Lomé, le 1<sup>er</sup> mars 1929.Le Chef du Service des Douanes,  
GUBNOT

## DOMAINES

(Suite de la page 182).

Vente aux Enchères Publiques de la  
Plantation Administrative de KASSENSA

Sous réserve des dispositions insérées au bas du présent avis il sera procédé le Samedi 24 mai 1930 à 10 heures à Lomé (TOGO) dans la salle des audiences du Tribunal de Cercle de Lomé, par le Chef du Secrétariat Général, assisté du Receveur des Domaines à la vente aux enchères publiques en un seul lot de la plantation administrative de KASSENSA immatriculée au livre foncier du Cercle de Sokodé Vol I N° 18 d'une contenance de 946 Ha. 32 ares 53 ca.

Cette plantation comporte notamment :

- 1° — Une maison d'habitation et dépendances.
- 2° — Un campement des travailleurs;
- 3° — Une briqueterie;
- 4° — 200 Ha. de défrichement
- 5° — 500 Ha. portant 70.000 kapokiers
- 6° — Matériel de moto culture, instruments aratoires etc.

## MISE A PRIX :

Quatre cent mille francs (400.000 frs.)

Le prix sera payable savoir un cinquième dans les huit jours de l'arrêté d'homologation de l'adjudication le surplus en dix annuités égales productives d'intérêt à 6% l'an. La première annuité payable le 24 mai 1932.

Les personnes qui voudront prendre part aux enchères devront en aviser le Receveur des Domaines à Lomé par lettre recommandée lui parvenant avant le 20 mai 1930.

Pour consultation du Cahier des Charges, du plan, et pour tous renseignements s'adresser au Receveur des Domaines à Lomé.

**Observation très importante.** — Il est bien entendu que l'insertion qui précède concernant la mise en vente de la plantation de KASSENSA n'annule pas l'avis inséré au J. O. du Territoire du 16 février 1930 page 125 relatif à l'adjudication du bail de la même plantation. Celle-ci sera faite à sa date. L'adjudication du 24 mai 1930 n'aura lieu que tout autant que celle du 3 mai précédant aura été infructueuse.

Le Receveur des Domaines,  
PEYROTTE.Le Commissaire de la République,  
BONNECARRÈRE.

# BULLETIN ECONOMIQUE

DE

L'ANNÉE 1929.

## RECETTES DOUANIERES

Les recettes de l'année 1929 se sont élevées à 19.688.241 frs., 68 contre 18.631.346 frs., 10 en 1928 marquant ainsi une augmentation de 1.056.895 frs., 58.

**TABLEAU COMPARATIF**  
des Recettes Douanières pendant les Années  
1929 et 1928

TITRES DES RECETTES	ANNÉE 1929	ANNÉE 1928	Différences pour 1929	
			EN PLUS	EN MOINS
	(Francs)	(Francs)	(Francs)	(Francs)
Droits d'importation .....	18.256.467,70	16.392.389,26	1.864.078,44	—
Droits d'exportation.....	1.106.691,47	2.014.183,50	—	907.492,03
Amendes, confiscations et ventes .....	60.727,75	41.869,07	18.858,68	—
Taxes de magasinage .....	56.691,90	60.817,10	—	4.125,20
Taxes de consommation.....	207.662,86	122.087,17	85.575,69	—
Totaux .....	19.688.241,68	18.631.346,10	1.968.512,81	911.617,23
			En plus : 1.056.895 frs., 58	

## MOUVEMENT COMMERCIAL

## TABLEAU COMPARATIF DU MOUVEMENT COMMERCIAL

## I. — EN VALEURS

NATURE DES OPÉRATIONS	1929	1928	Différences pour 1929	
			EN PLUS	EN MOINS
	(francs)	(francs)	(francs)	(francs)
Importations .....	102.415.761	89.792.132	12.623.629	—
Exportations .....	83.741.174	86.035.947	—	2.294.773
Totaux .....	186.156.935	175.828.079	12.623.629	2.294.773
			En plus : 10.328.856 frs.	

## II. — EN QUANTITES

NATURE DES OPÉRATIONS	1929	1928	Différences pour 1929	
			EN PLUS	EN MOINS
	(kilos)	(kilos)	(kilos)	(kilos)
Importations .....	29.902.687	22.231.456	7.671.231	—
Exportations .....	28.579.130	26.172.640	2.406.490	—
Totaux .....	58.481.817	48.404.096	10.077.721	—
			Eu plus : 10.077.721 Kgs.	

Il ressort des tableaux ci-dessus que le mouvement commercial de l'année 1929 a porté sur les chiffres ci-après :

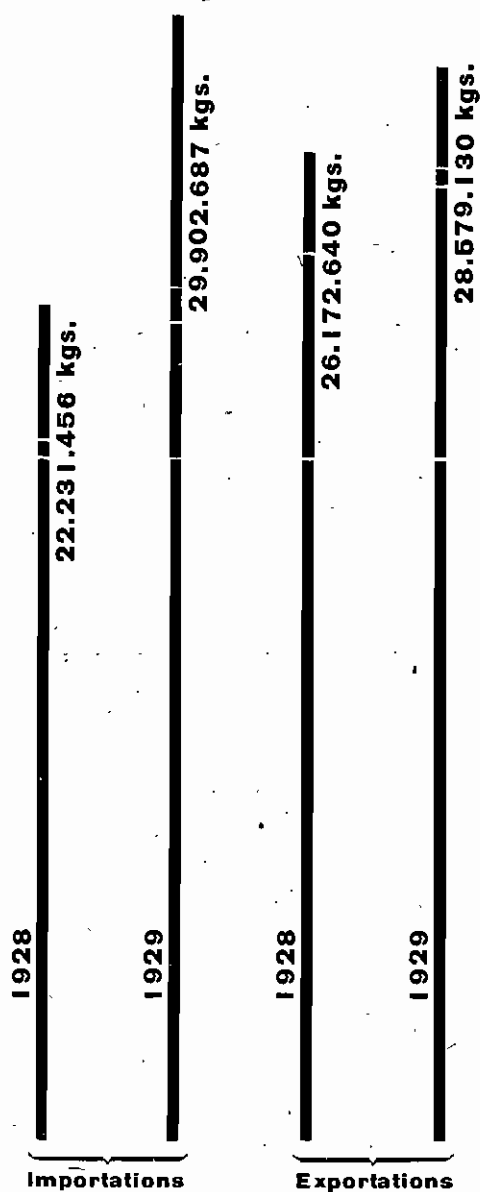
I. — *En valeurs* : 186.156.935 francs, contre 175.828.079 francs en 1928, soit une plus value de 10.328.856 francs par rapport à l'année susdite.

II. — *En quantités* : 58.481.817 kilos, contre 48.404.096 kilos en 1928, soit une augmentation de 10.077.721 kilos.

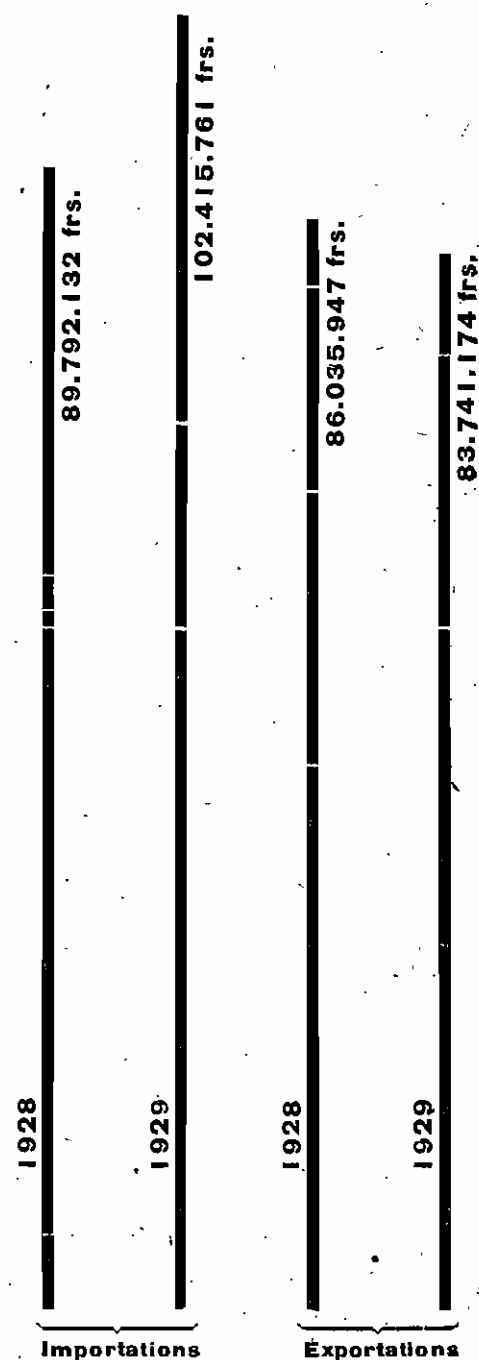
# DIAGRAMMES COMPARATIFS

## des années 1929 et 1928.

### QUANTITÉS



### VALEURS



## TABLEAU COMPARATIF PAR ESPECE DES MARCHANDISES IMPORTÉES

pendant les années 1929 et 1928

NATURE DES PRODUITS	Année 1929		Année 1928		Différences pour 1929			
	QUANTITÉS	VALEURS (en frs.)	QUANTITÉS	VALEURS (en frs.)	Valeurs		Quantités	
					EN PLUS (en frs.)	EN MOINS (en frs.)	EN PLUS	EN MOINS
Farineux alimentaires . . .	K 839.280	1.359.984	K 610.788	1.248.795	311.189	—	K 228.492	—
Sucre . . . . .	658.132	1.684.054	726.944	2.250.658	—	566.604	—	K 68.812
Tabac en feuilles . . . . .	255.928	3.367.649	181.763	2.363.813	1.003.836	—	74.165	—
Bois . . . . .	m <sup>3</sup> 1.986	1.103.510	m <sup>3</sup> 1.458	969.139	134.371	—	m <sup>3</sup> 528	—
Boissons . . . . .	L 1.141.734	6.766.745	L 1.076.015	7.538.487	—	771.742	L 65.719	—
Ciment . . . . .	K 6.798.574	2.203.331	K 3.637.106	1.213.478	989.873	—	K 3.161.468	—
Essence et Pétrole . . . . .	2.797.142	4.890.327	3.078.843	5.637.852	—	747.525	—	281.701
Métaux . . . . .	3.217.561	6.012.748	1.833.925	4.281.036	1.731.712	—	1.383.636	—
Sel . . . . .	1.918.379	598.379	2.346.539	673.735	—	75.356	—	428.160
Poterie . . . . .	34.033	203.153	38.455	218.506	—	15.353	—	4.422
Verres et cristaux . . . . .	45.675	863.285	50.130	1.156.902	—	293.617	—	4.455
Fils . . . . .	77.783	1.710.874	76.706	1.855.000	—	144.126	1.077	—
Tissus de coton . . . . .	460.696	22.029.547	509.941	23.333.628	—	1.304.081	—	49.245
Tissus autres . . . . .	361.463	4.148.382	435.029	4.698.923	—	550.541	—	73.560
Vêtements confectionnés . . .	51.831	2.190.609	21.834	1.160.612	1.029.997	—	29.997	—
Machines et Mécaniques . . .	526.577	7.025.673	183.144	2.535.679	4.489.994	—	343.433	—
Ouvrages en bois . . . . .	176.719	492.002	213.991	413.376	78.626	—	—	37.272
Ouvrages en matières diverses . . . . .	811.620	13.763.889	304.132	11.057.539	2.706.350	—	507.488	—
Autres marchandises . . . . .	6.700.594	21.801.600	4.993.962	17.184.974	4.616.626	—	1.706.632	—
TOTAUX GÉNÉRAUX . . . . .		102.415.761		89.792.132	17.092.574	4.468.945		
					En plus : 12.623.629			

## TABLEAU COMPARATIF PAR ESPECE DES DENRÉES EXPORTÉES

pendant les années 1929 et 1928

NATURE DES PRODUITS	Année 1929		Année 1928		DIFFÉRENCES POUR 1929			
	QUANTITÉS	VALEURS (en frs.)	QUANTITÉS	VALEURS (en frs.)	Valeurs		Quantités	
					EN PLUS (en frs.)	EN MOINS (en frs.)	EN PLUS	EN MOINS
Chevaux . . . . .	— <sup>T</sup>	—	2	3.000	—	3.000	—	2
Bœufs et Taureaux . . . . .	265	238.500	1.359	1.223.100	—	984.600	— <sup>T</sup>	1.094
Moutons . . . . .	14.843	890.580	11.917	715.020	175.560	—	2.926	—
Chèvres . . . . .	466	27.960	361	33.660	—	5.700	—	93
Porcs . . . . .	2.132	269.000	2.136	267.000	2.000	—	16	—
Volailles . . . . .	4.975	34.825	4.706	32.942	1.883	—	269	—
Peaux de bœufs . . . . .	28.593 <sup>K</sup>	229.697	16.222 <sup>K</sup>	78.146	151.551	—	12.371 <sup>K</sup>	—
Peaux de moutons et chèvres . . . . .	3.073	26.337	1.716	10.674	15.683	—	1.357	—
Poissons secs . . . . .	1.166.831	4.287.940	1.051.305	3.679.570	608.370	—	115.526	—
Crevettes fumées . . . . .	87.689	438.445	28	250	438.195	—	87.661	—
Dents d'éléphant . . . . .	—	—	104	5.805	—	5.805	—	104
Maïs . . . . .	4.141.499	3.105.904	2.632.990	1.843.097	1.262.807	—	1.508.209	—
Farine de maïs . . . . .	6.822	10.234	5.873	8.812	1.422	—	949	—
Farine de manioc . . . . .	1.339.251	937.481	1.198.425	838.904	98.577	—	140.826	—
Haricots . . . . .	409.614	819.228	200.075	597.221	222.007	—	209.539	—
Ignames . . . . .	1.804.282	451.075	1.345.413	336.306	114.769	—	459.069	—
Tubercules de manioc . . . . .	182	45	5.147	1.287	—	1.242	—	4.965
Petit mil . . . . .	—	—	395	225	—	225	—	395
Arachides . . . . .	270.403	432.652	120.522	192.840	239.812	—	149.883	—
Amandes de karité . . . . .	202.778	182.504	23.308	20.904	161.600	—	179.470	—
Amandes de palme . . . . .	6.215.424	9.948.497	6.163.585	10.277.123	—	328.626	51.839	—
Coprah . . . . .	1.298.050	2.550.175	909.428	2.091.690	458.475	—	388.622	—
Graines de coton . . . . .	3.203.921	1.122.076	2.398.492	588.869	533.207	—	807.429	—
Graines de kapok . . . . .	122.658	36.798	58.344	20.421	16.377	—	64.314	—
Graines de sésames . . . . .	908	1.816	560	868	948	—	348	—
Noix de coco . . . . .	1.024	399	131	66	333	—	893	—
Fruits secs de tables autres . . . . .	14.131	10.299	4.601	7.063	3.236	—	9.550	—
Café vert . . . . .	24.422	219.798	8.738	71.162	148.636	—	15.684	—
Cacao en fèves . . . . .	5.449.962	30.597.528	6.317.485	44.222.395	—	13.624.867	867.523	—
Piments . . . . .	215.862	943.580	54.726	172.104	771.476	—	161.136	—
Huiles de palme . . . . .	1.590.435	4.407.129	1.328.779	3.252.121	1.155.008	—	261.656	—
Huiles de coco . . . . .	732	3.575	507	1.464	2.111	—	225	—
Caoutchouc brut . . . . .	2.515	16.646	5.626	44.634	—	27.988	—	3.111
Beurre de karité . . . . .	25.504	89.264	252	1.125	88.139	—	25.252	—
Charbon de bois . . . . .	7.500	5.625	4.000	2.800	2.825	—	3.500	—
Coton égrené . . . . .	2.044.939	15.382.097	1.536.033	10.752.231	4.629.866	—	508.906	—
Kapok égrené . . . . .	158.404	1.324.638	105.267	720.727	603.911	—	83.137	—
Kapok non égrené . . . . .	16.339	71.750	11.361	39.640	32.110	—	4.978	—
Calebasses . . . . .	708	773	800	2.373	—	1.602	—	92
Autres végétaux filamenteux . . . . .	137	108	844	2.506	—	2.398	—	707
Oignons . . . . .	263	371	79	50	321	—	184	—
Indigo . . . . .	1.388	1.606	5.579	3.819	—	2.213	—	4.191
Tapioca . . . . .	25	50	340	460	—	410	—	315
Nattes indigènes . . . . .	1.649	8.253	10	100	8.153	—	1.639	—
Autres marchandises . . . . .	24.944	929.844	22.488	1.066.698	—	136.854	2.456	—
Peaux brutes petites autres . . . . .	577	4.690	—	—	4.690	—	577	—
Sisal . . . . .	14.125	42.375	—	—	42.375	—	14.125	—
Noix de colas . . . . .	415	8.300	—	—	8.300	—	415	—
Meubles en bois autres . . . . .	479	7.721	—	—	7.721	—	479	—
Bois d'ébénisterie . . . . .	16 <sup>M3</sup>	12.360	—	—	12.360	—	16 <sup>M3</sup>	—
Os, cornes et sabots de bétail bruts . . . . .	662 <sup>K</sup>	265	—	—	265	—	662 <sup>K</sup>	—
Graines de ricin . . . . .	16	6	—	—	6	—	16	—
TOTAUX DES EXPORTATIONS . . . . .		80.130.839		83.231.274	12.025.095	15.125.530		
RÉEXPORTATIONS . . . . .		3.610.335		2.804.673	805.662			
TOTAUX GÉNÉRAUX . . . . .		83.741.174		86.035.947	12.830.757	15.125.530		
					— 2.294.773			

## EXPORTATIONS

Les exportations se sont élevées à 83.741.174 francs représentant un tonnage de 28.879.130 kilos, contre 86.038.947 francs et 26.172.640 kilos durant l'année précédente, soit une augmentation de 2.406.490 kilos et une diminution de 2.294.773 francs. L'accroissement des sorties, conséquence normale du développement de la production, intéresse la quasi-totalité des produits. Parmi ceux-ci, le coton, les piments, le karité, le café, les produits vivriers marquent un essor particulièrement remarquable.

Malgré la baisse générale des cours, les intéressantes plus-values enregistrées sur le tonnage auraient en leur répercussion sur les valeurs si, durant l'année, et pour les raisons qui vont être indiquées, les exportations de bétail et de cacao n'avaient marqué une importante diminution.

La circulation du bétail a dû être interdite une grande partie de l'année dans le Nord du Territoire à la suite d'épizooties. Les autorités britanniques ont, de leur côté, prohibé l'entrée en Gold Coast du gros bétail provenant du Togo français. Ces mesures se sont traduites par un déficit de 984.600 frs. par rapport à l'année précédente. Mais la diminution la plus importante apparaît aux exportations du cacao en fèves. Les maisons de commerce ont dû en effet observer une extrême prudence dans leurs achats en raison de la baisse persistante des cours, ceux-ci ayant atteint les niveaux les plus bas qui aient été enregistrés depuis plusieurs années. De leur côté, les producteurs n'ont inouï que peu d'empressement à se dessaisir de leur récolte à des prix qu'ils jugeaient insuffisamment rémunérateurs et ont préféré stocker une partie de leur production dans l'espoir de la vendre à de meilleurs cours. Le ralentissement des opérations causé par cet état de choses s'est soldé pour l'année écoulée par des moins-values sur le cacao qui, comparativement à l'année 1928, se traduisent aux statistiques par 867 tonnes et 13.624.867 francs. Il convient toutefois de signaler que dans son ensemble, la campagne de cacao 1929-1930 se présente très favorablement en quantité.

Les principales différences constatées en quantités aux exportations portent sur les articles suivants :

## Augmentations :

Maïs . . . . .	1.508.209 kilos
Graines de coton . . . . .	807.429 —
Coton égrené . . . . .	508.906 —
Ignames . . . . .	439.069 —
Coprah . . . . .	388.622 —
Huile de palme . . . . .	261.656 —
Haricots . . . . .	209.539 —
Amandes de karité . . . . .	179.470 —
Piments . . . . .	161.136 —
Arachides . . . . .	149.883 —
Kapok . . . . .	58.115 —
Amandes de palme . . . . .	51.839 —
Café-vert . . . . .	15.684 —
Moutons . . . . .	2.926 têtes

## Diminutions

Cacao en fèves . . . . .	867.523 kilos
Bœufs et taureaux . . . . .	1.094 têtes

## IMPORTATIONS

Les importations ont atteint 102.415.761 francs pour un tonnage de 29.902.687 kilos, contre 89.792.132 francs pour un tonnage de 22.231.436 kilos en 1928, en augmentation sur cette dernière période de 12.623.629 francs et 7.671.231 kilos.

Ces plus values résultent pour la plus grosse partie d'importants arrivages d'outillage et de gros matériaux destinés à la construction du Chemin de fer du Nord. A noter toutefois une sensible augmentation des importations de farineux alimentaires qui prennent place de plus en plus dans la consommation indigène.

Certaines diminutions ne sauraient s'expliquer par aucune autre cause économique ou commerciale que par des retards dans l'arrivée des chargements, débarqués par exemple en janvier 1930 au lieu de l'être en décembre 1929. Cette observation s'applique aux sucres, aux essences et pétroles et au sel.

Les boissons accusent une augmentation en litrage et une diminution en valeur qui proviennent uniquement de la substitution, dans une proportion importante, des boissons hygiéniques aux spiritueux.

Les moins-values enregistrées sur les tissus de coton n'ont d'autre cause que les importants stocks constitués antérieurement par le commerce local.

Aux tissus autres, la diminution concerne plus spécialement les sacs de jute destinés à l'ensachage du cacao et correspond à la diminution des exportations de ce produit.

Les principales augmentations et diminutions de tonnage portent sur les produits suivants :

## Augmentations.

Ciment . . . . .	3.161.468 kilos
Autres marchandises . . . . .	1.706.632 —
Métaux . . . . .	1.383.636 —
Ouvrages en matières diverses . . . . .	507.488 —
Machines et mécaniques . . . . .	343.433 —
Farineux alimentaires . . . . .	228.492 —
Tabac en feuilles . . . . .	74.163 —
Boissons . . . . .	65.719 litres.

## Diminutions.

Sel . . . . .	428.160 kilos
Essence et pétrole . . . . .	281.701 —
Tissus autres . . . . .	73.566 —
Sucre . . . . .	68.812 —
Tissus de coton . . . . .	49.245 —

**MOUVEMENT COMPARE DE LA NAVIGATION**  
pendant les années 1929 et 1928

**ENTRÉES**

PAVILLONS	Année 1929 (1)			Année 1928		
	NOMBRE	TONNAGE NOMINAL	TONNAGE MÉTRIQUE	NOMBRE	TONNAGE NOMINAL	TONNAGE MÉTRIQUE
		(Tonnes)	(Débarqués Kgs.)		(Tonnes)	(Débarqués Kgs.)
Français . . . . .	156	526.640	13.983.283	144	502.981	12.094.751
Anglais . . . . .	135	324.813	6.600.323	148	314.968	6.484.263
Allemands . . . . .	78	191.726	2.030.934	43	96.581	1.751.044
Hollandais . . . . .	22	48.588	951.631	32	76.538	1.144.409
Américains . . . . .	11	37.976	2.364.791	10	33.089	2.268.614
Italiens . . . . .	4	13.475	472.027	7	17.497	835.911
Danois . . . . .	4	4.687	122.909	2	2.342	73.591
Norvégiens . . . . .	7	12.621	909.773	2	4.586	134.680
Suédois . . . . .	2	4.574	216.835	»	»	»
<b>TOTAUX . . . . .</b>	<b>419</b>	<b>1.163.100</b>	<b>27.652.506</b>	<b>388</b>	<b>1.048.582</b>	<b>24.787.323</b>

**SORTIES**

		(Tonnes)	(Embarqué Kgs.)		(Tonnes)	(Embarqué Kgs.)
Français . . . . .	154	520.375	7.748.705	145	505.785	8.217.511
Anglais . . . . .	135	324.813	11.012.934	148	314.968	8.718.372
Allemands . . . . .	78	191.726	3.732.497	43	96.581	2.194.656
Hollandais . . . . .	22	48.588	383.995	32	76.538	848.387
Américains . . . . .	11	37.976	54.513	10	33.089	»
Italiens . . . . .	4	13.475	200.000	7	17.497	»
Danois . . . . .	4	4.687	275.013	2	2.342	»
Norvégiens . . . . .	7	12.621	515.686	2	4.586	54.381
Suédois . . . . .	2	4.574	»	»	»	»
<b>TOTAUX . . . . .</b>	<b>417</b>	<b>1.158.835</b>	<b>23.923.343</b>	<b>389</b>	<b>1.051.386</b>	<b>20.033.307</b>

(1) y compris 14 navires à l'entrée et à la sortie du port d'Aného.



**PARTIE NON OFFICIELLE**

*«L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle.»*

**Étude de M<sup>e</sup> Faccendini, Avocat défenseur près  
la Cour d'Appel de l'A. O. F.**

**Société Générale du Golfe de Guinée**

**Société Anonyme au Capital de seize millions  
de francs.**

Suivant acte sous signatures privées fait, en double original, à PARIS le 20 décembre 1929, Mr. Georges, Froment GUYSSSE, Chevalier de la légion d'honneur, Administrateur de Société, demeurant à PARIS Rue des Saints-Pères Numéro 15, a établi les Statuts d'une Société anonyme dont il a été extrait ce qui suit :

**TITRE PREMIER.**

**Formation — Dénomination — Objet — Siège — Durée**

**ARTICLE PREMIER.**

Il est fondé une société anonyme qui existera entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement; cette société sera régie par le Code de Commerce par les lois en vigueur sur les sociétés anonymes et par les présents Statuts.

**ARTICLE II.**

La société prend la dénomination de : **Société Générale du Golfe de Guinée.**

**ARTICLE III.**

La société a pour objet :

L'étude, l'établissement, l'acquisition et exploitation en France, aux Colonies Françaises (et spécialement en Afrique Occidentale française et en Afrique Equatoriale française) et à l'Étranger, de toutes affaires et entreprises relatives soit au commerce d'importation et d'exportation, soit à l'achat, à la production, à la conservation, au traitement, à la transformation, au transport et à la vente de tous produits agricoles ou d'élevage et de tous produits forestiers industriels ou miniers.

Les opérations rentrant dans cet objet comprennent notamment :

La production, la transformation, l'égrenage et la vente du Coton.

L'achat et l'exploitation de tous Domaines forestiers et agricoles, la vente de leurs produits.

La création, l'achat et l'exploitation de toutes entreprises de transports publics et autres ainsi que l'obtention de toutes concessions de Services publics.

L'importation et l'exportation de tous produits bruts et manufacturés, l'achat, la fabrication et la vente directe ou à la commission de tous produits, de toutes matières premières, denrées et marchandises, sans aucune exception.

La création, l'installation, l'acquisition, la location ou l'exploitation de tous comptoirs, Agences, Succursales, maisons d'achat et de vente.

La prise à bail et l'achat de tous immeubles et biens immobiliers.

La participation de la Société dans toutes opérations commerciales, industrielles, Agricoles ou minières pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apports, commandites, souscriptions ou achat de titres ou droits Sociaux, fusions, alliance, Association en participation ou autrement.

Et, généralement toutes opérations commerciales, agricoles, minières, immobilières, mobilières et financières se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'un quelconque des objets ci-dessus spécifiés ou à tous objets similaires au commerce.

**ARTICLE IV.**

Le siège de la Société est à Paris, Rue de la Victoire N° 94, il pourra être transféré en tout autre endroit à Paris par simple décision du Conseil d'Administration et dans toute autre ville en France ou aux Colonies en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires.

La Société peut en outre avoir un ou des Sièges Administratifs, des bureaux, Agences et Succursales en France, dans les Colonies Françaises, pays de protectorat, territoires sous mandat et à l'étranger, partout où le Conseil d'administration le jugera utile.

**ARTICLE V.**

La durée de la société est de quatre-vingt dix années, à compter du jour de la constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux statuts.

**TITRE II.**

**Apports — Capital Social, — Actions.**

**ARTICLE VI.**

*1° Apport par les Comptoirs et huileries du Dahomey.*

Aux présentes est intervenu Mr. Maurice BESAULT, demeurant à Paris, 52 Rue Jacob, agissant au nom et en qualité de liquidateur unique de la société anonyme dite : *Comptoirs et huileries du Dahomey*, au capital de deux millions de francs ayant siège à Paris, Rue de la Victoire Numéro 94, nommé à cette fonction par une délibération de l'assemblée générale et extraordinaire des actionnaires de cette Société en date du dix-huit octobre mil neuf cent vingt-neuf dont une copie certifiée conforme du procès-verbal est demeurée annexée à chacun des originaux des présents après avoir été certifiée véritable lequel es-nom et qualité a fait apport à la société à titre de fusion des biens suivants.

**A) Biens Immobiliers**

1° Le domaine de Batonou situé dans le cercle d'Anécho sur le territoire des villages d'Avévé et de Batonou (Togo Français) avec extension sur le territoire du Dahomey et comprenant :

1° Une palmeraie à huile située au bord de la rivière Mouo entre Avévé et Batouou (Valdome-Kpéhouou) d'une

contenance de cent-cinq hectares, sur laquelle sont élevés les bâtiments suivants.

a) Un corps de bâtiment en bordure du Mono, comprenant un pavillon à étage à usage d'habitation et de bureaux et un long magasin au Rez-de-chaussée lui faisant suite.

b) Un corps de bâtiment en bordure de la route d'Avévé à Batonou identique au précédent et servant aux mêmes usages.

c) Dans le prolongement de ces deux constructions parallèlement à la rivière bâtiments annexes et mitoyens comprenant trois pièces au rez-de-chaussée.

d) Un hangar avec aire cimentée.

e) Une usine comprenant un vaste immeuble en maçonnerie.

f) Et un hangar situé sur la rive gauche du Mono dépendant de l'Usine (ledit hangar situé sur le territoire du Dahomey).

2° Une plantation à palmeraie à huile à Hopu, d'une contenance de cent cinquante hectares.

3° Et une plantation de palmiers près de Hopu, d'une contenance de cent cinquante hectares.

Le tout d'une valeur de quatre cent quarante mille francs.

2° Un terrain urbain bâti à usage de commerce et d'habitation situé à Bohicon cercle d'Abomey, province du Dahomey (Afrique Occidentale Française) d'une contenance de quinze cent soixante-trois mètres carrés tenant au Nord et au Sud des Rues à l'Est le lot N° 36 et à l'Ouest le lot N° 34 du lotissement ci-après énoncé.

Ledit terrain formant le lot N° 33 du lotissement complémentaire de Bohicon fait l'objet du Titre foncier N° 107, inscrit au livre foncier du cercle d'Abomey, Volume I folio 107.

Ledit immeuble d'une valeur de cent dix mille francs.

3° Une boutique et dépendances sise à Cotonou (Dahomey) d'une valeur de quarante mille francs.

4° Un terrain d'une superficie de mille mètres carrés sur lequel est élevé un bâtiment sis à Segboroné (Dahomey) ledit immeuble faisant l'objet du Titre foncier N° 221 du cercle de Ouidah, Volume II, Folio 33.

D'une valeur de soixante mille francs.

Ensemble tous droits quelconques pouvant être attachés auxdits immeubles et tous immeubles par destination pouvant en dépendre sans aucune exception ni réserve.

#### B) Biens Mobiliers

1° L'Etablissement agricole et commercial d'exploitation des palmiers à huile et de commerce de produits agricoles et manufacturés que la société exploite dans les immeubles apportés.

D'une valeur de neuf cent mille francs.

2° Le matériel et le mobilier servant à l'exploitation dudit établissement agricole et commercial comprenant :

1° *Matériel d'huilerie* : Une grande presse à huile, trois petites presses à huile dépulpeuses, un concasseur, cinq motoconcasseurs, cuiseurs, moteur et transmission.

2° *Matériel de transport* : Une camionnette Citroën de quinze cents kilos, une camionnette Renault de cinq cent kilos, une motocyclette, deux bicyclettes, trois chalands.

3° *Mobilier de boutiques* : comprenant un lot de comptoirs, échelles et casiers.

4° *Et mobilier d'habitation*, comprenant un lot de lits, chaises et tables.

D'une valeur de deux cent cinquante mille francs.

#### Rémunération

L'apport qui précède net de tout passif est fait à la charge par la présente société de payer à la société anonyme dite : Comptoirs et huilerie du Dahomey, la somme de trois cent mille francs en espèces, exigible au jour de la constitution définitive de la présente société, sans intérêts jusqu'à là, ladite somme applicable à due concurrence sur le domaine de Batonou, compris au paragraphe premier de l'apport mobilier.

En outre, en représentation complémentaire dudit apport, il est attribué à la société anonyme dite Comptoirs et huileries du Dahomey.

1° Quinze mille actions de la présente société de cent francs chacune entièrement libérées portant les N°s 1 à 15.000, dont trois mille cinq cents actions numéros : 1 à 3.500 applicables aux apports mobiliers et onze mille cinq cents actions N°s : 3.500 à 15.000 applicables aux apports mobiliers.

La délivrance de ces actions ne sera faite qu'après que la société aura été mise en possession des divers biens et droits apportés, francs et quittes de toutes dettes et charges.

2° Et deux mille cinq cents parts de fondateur qui vont être ci-après créées, lesdites parts portant les N°s : 1 à 2.500.

#### II — Apport de la Société Française d'Entreprises au Cameroun.

Aux présentes est intervenu M<sup>r</sup>. René LEMÉ, administrateur de sociétés, demeurant à Paris 73 boulevard Haussmann, agissant au nom et en qualité de liquidateur unique de la société anonyme dite *Société Française d'Entreprises au Cameroun* au capital de huit cent mille francs, dont le siège est à Paris, rue de la Victoire N° 94 nommé à cette fonction par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, en date du vingt six octobre mil neuf cent vingt neuf dont une copie certifiée conforme du procès-verbal est demeurée annexée à chacun des originaux des présentes après avoir été certifiée véritable, lequel, en nom et qualité a fait apport à la présente société à titre de fusion de l'immeuble ci-après désigné.

Le domaine ou plantation de Lala (Cameroun) comprenant une palmeraie, une caféière et une culture vivrière mixte dans laquelle se trouve une maison d'habitation et diverses dépendances, ledit domaine d'une superficie totale de trois cent quatre vingt onze hectares, situé sur le chemin de fer du nord entre les kilomètres 117 et 121 est traversé par la voie ferrée et limité d'un côté par la rivière Dibombe.

Ensemble tous droits pouvant être attachés audit immeuble et tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception, ni réserve.

#### Rémunération.

En représentation de l'apport qui précède et qui est fait net de tout passif, il est attribué à la Société anonyme dite « *Société Française d'entreprises au Cameroun* »

1° Huit mille actions de la présente société de cent francs chacune, entièrement libérées portant les N°s 15001 à 23000, dont la délivrance ne sera faite qu'après que la Société

aura été mise en possession du domaine apporté, francs et quitte de toutes dettes et charges.

2° Et six cents des parts de fondateur qui vont être ci-après créées portant les N° 2301 à 3100.

### III. — Apport par la Société Cotonnière Ouest Africaine « LA COTOA »

Aux présentes est intervenu Mr. Max MARTIN Commandeur de la légion d'honneur, Intendant Général en retraite demeurant à Paris, Avenue de La Motte Picquet N° 48 agissant au nom et en qualité de la Société anonyme dite *Compagnie Cotonnière Ouest Africaine « LA COTOA »* au capital de cinq millions de francs, dont le siège est à Paris, Rue de la Victoire N° 94 (nommé à cette fonction par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette Société, en date du seize octobre mil neuf cent vingt-neuf) dont une copie conforme du procès-verbal est demeurée annexée à chacun des originaux des présentes après avoir été certifiée véritable, lequel es-qualité a fait apport à titre de fusion à la présente société, des biens suivants :

#### 1° Biens Immeubles

1° Un immeuble situé à Lomé (Togo) Avenue du Champ de Courses comprenant un terrain d'une superficie de Un Hectare, quatre-vingt-dix Ares, soixante-dix-neuf centiares, sur lequel sont édifiés une maison d'habitation, un Hangar de quarante mètres de long et un Atelier de réparation pour Automobiles faisant l'objet du titre foncier N° 146, inséré au Livre-foncier du cercle de Lomé, Volume I, Folio 146.

2° Un autre immeuble situé à Lomé, Avenue Galliéni comprenant un terrain d'une superficie de quarante quatre Ares, soixante et un centiares, sur lequel sont édifiés un magasin de vente et deux entrepôts l'un de quarante mètres de long et l'autre de quinze mètres de long faisant l'objet du titre foncier N° 260 inséré au Livre-foncier du cercle de Lomé Vol. II. Folio 59.

3° Un terrain à Nuatja (Togo) sur lequel est édifiée une factorerie ledit terrain d'une surface de dix Ares faisant l'objet du titre foncier N° 48 inséré au Livre-foncier du cercle d'Atakpamé, Volume I, Folio 48.

4° Un terrain à Lakara, (Togo) d'une contenance de 12 Ares environ sur lequel est édifiée une factorerie, ledit terrain portant le N° 27 du plan du village de Lakara.

5° Un domaine agricole à Agbeluvhoé (Togo) d'une contenance de 383 hectares environ sur lequel sont élevés deux maisons d'habitation, deux hangars, citernes et des constructions indigènes, ledit domaine faisant l'objet du titre foncier N° 144 inséré au Livre-foncier du cercle de Lomé, Volume I.

6° Une concession agricole à Sokodé (Togo) d'une contenance de 308 Hectares 43 ares environ, sur laquelle sont édifiés deux maisons d'habitation, deux hangars, un Garage et un Atelier, faisant l'objet du titre foncier N° 2 inséré au Livre-foncier du cercle de Sokodé Volume I, Folio 2.

7° Un terrain à Sokodé (Togo) d'une contenance de 24 Ares, sur lequel est édifiée une factorerie, faisant l'objet du titre foncier N° 16 inséré au Livre-foncier du cercle de Sokodé, Volume I, Numéro 16.

8° Un hangar à Atakpamé (Togo).

9° Et un magasin et un Garage à Palimé (Togo).

Ensemble, tous les droits quelconques pouvant être attachés auxdits immeubles et droits de concession et tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception ni réserve.

Le tout d'une valeur de 1.300.000 francs.

#### 2° Biens Mobiliers

L'établissement agricole et commercial de cultures, de traitement et de vente du Coton, et de commerce d'importation et d'exportation exploité dans les immeubles ci-dessus apportés, d'une valeur de deux cent mille francs.

#### Rémunération

En représentation de l'apport qui précède et qui est fait net de tout passif, il est attribué à la *Société Cotonnière Ouest Africaine « LA COTOA »*.

1° 13.000 actions de la présente Société, de 100 francs chacune, entièrement libérées, portant les numéros 23.001 à 38.000 dont 13.000 actions portant les numéros 23.001 à 36.000 s'appliquent aux apports mobiliers.

La délivrance de ces actions ne sera faite qu'après que la société aura été mise en possession des divers biens et droits apportés, francs et quittes de toutes dettes et charges.

2° Et 12.000 des parts de fondateur qui vont être créées, lesdites parts portant les numéros 3.101 à 15.100.

#### Charges et conditions de ces apports

Les apports ci-dessus énoncés par les Sociétés anonymes en liquidation *Comptoirs et Huileries du Dahomey, Société Française d'Entreprises au Cameroun et Compagnie Cotonnière Ouest Africaine (LA COTOA)* sont faits sous les charges et conditions suivantes :

1°. — *Garantie.* — Lesdits apports sont faits sous garanties ordinaires et de droit :

*Propriété — Jouissance.* — La présente société aura la propriété et la jouissance des biens de toute nature ci-dessus désignés et apportés à compter du jour de sa constitution définitive ; mais les résultats actifs et passifs de l'exploitation de ces biens seront pour son compte exclusif à compter du premier janvier 1930.

*Etat et Contenance.* — Elle prendra les biens dont il s'agit dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours contre les apporteurs pour vices de constructions ou désignation des immeubles bâtis, mitoyennetés, mauvais état du sol ou du sous-sol, usure ou mauvais état du matériel, de l'outillage et des objets mobiliers, erreurs dans la désignation et la contenance quelle que soit la différence ou pour toute autre cause.

*Servitudes.* — Elle souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les immeubles apportés, sauf à elle à s'en défendre et à profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls.

A ce sujet, il est déclaré par les apporteurs que les biens apportés ne sont, à leur connaissance, grevés d'aucune servitude et que les sociétés apporteurs n'en ont créé ni constitué aucune.

*Impôts et Charges.* — Elle acquittera, à compter du premier janvier 1930 tous impôts, Taxes, primes et conditions d'assurance et généralement toutes les charges quelconques,

ordinaires et extraordinaires grevant ou pouvant grever les biens apportés, et celles qui sont inhérents à l'exploitation des Etablissements agricoles et commerciaux.

Elle devra, à compter du même jour, exécuter tous traités, marchés et conventions relatifs à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques, et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls sans recours contre les apporteurs.

Elle devra également se conformer à toutes lois et à tous décrets, règlements, arrêtés et usages concernant les exploitations de la nature de celles dont font partie les biens apportés et faire son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

**Exécution des Baux.** — Elle devra exécuter tous les baux et locations qui ont pu être consentis aux apporteurs ou par eux, et en supportera et exécutera toutes les charges et conditions de manière que le dite société apporteuse ne puisse jamais être inquiétée ni recherchée à ce sujet.

**Formalités.** — La présente société fera effectuer à ses frais aux registres fonciers intéressés, la mutation des immeubles qui lui sont présentement apportés, et si lors de l'accomplissement de ces formalités, il se révèle des inscriptions ou charges quelconques grevant ces immeubles, les apporteurs devront justifier de leur radiation dans le mois de la dénonciation qui leur sera faite à leurs domiciles ou sièges sus-indiqués de l'état les contenant.

Chacun de ces Messieurs, BESNAULT, LEMR et MAX MARTIN respectivement au nom des *Comptoirs et Huileries du Dahomey*, *Société Française d'Entreprises au Cameroun*, de la *Société Colonnière Ouest Africaine « LA COTOA »* déclare que lesdites Sociétés sont des êtres moraux non susceptibles d'hypothèque légale et que les immeubles apportés par elle ne sont grevés d'aucun privilège ni d'aucune hypothèque.

Ils obligent les Sociétés qu'ils représentent à justifier à la présente société de l'origine de propriété régulière des biens apportés et à dresser cet établissement de propriété par acte notarié en France ou aux Colonies, à la première demande de la présente société et ce aux frais des sociétés apporteurs.

#### IV. — Apport de la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles.

M. Froment GUIRYSSA, agissant au nom et en qualité de Président du Conseil d'Administration de la *Banque Coloniale et d'Entreprises Mutuelles*, Société anonyme au capital de 24 millions de francs, ayant siège à Paris, 94, Rue de la Victoire, et comme spécialement délégué par le Conseil d'Administration de cette société aux termes d'une délibération dudit Conseil, en date du 10 décembre 1929, dont un extrait certifié conforme du procès-verbal, est demeuré annexé à chacun des originaux des présentes, fait apport à la présente société, au nom de la *Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles*.

1° Du bénéfice des pourparlers suivis par la Société avec M. J. B. CARBOU demeurant à Lomé (Togo) concernant l'acquisition d'un établissement industriel et commercial d'égrenage et de vente de coton, et de transports automobiles publics et privés exploité à Lomé et divers immeubles sis sur le Territoire du Togo.

2° Et du bénéfice des différentes études industrielles et commerciales de ladite Société, ainsi que des concours financiers, commerciaux et industriels qu'elle s'est assurée pour la constitution de la présente Société.

#### Rémunération

En représentation de l'apport qui précède, il est attribué à la *Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles* 4.500 parts de fondateur de la présente société, qui vont être ci-après créées, numérotées de 13.101 à 19.600.

#### Parts de fondateur

Il est créé 32.000 titres de parts de fondateur.

Chacun de ces titres aura droit à 1/32.000 de la portion de bénéfices attribuée à l'ensemble des parts de fondateur par l'article 46 ci-après, dans les conditions et après les prélèvements fixés par cet article.

19.600 de ces titres ont été attribués en représentation d'apports, aux termes du présent article, savoir :

1° 2.500 parts portant les numéros 1 à 2.500, à la société anonyme *Comptoirs et Huileries du Dahomey*.

2° 600 parts portant les numéros 2.501 à 3.100, à la *Société Française d'Entreprises au Cameroun*.

3° 12.000 parts portant les numéros 3.101 à 15.100 à la société *Colonnière Ouest Africaine (LA COTOA)*.

4° 4.500 parts portant les numéros 15.101 à 19.600 à la *Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles*.

Sur les 12.400 parts de surplus :

6.100 parts seront attribuées aux souscripteurs du capital social en numéraire à raison d'une part par 20 actions souscrites ou par multiple de 20 actions sans fractions.

Et les 6.300 autres parts, plus celles qui n'auront pu être attribuées à des souscripteurs à raison de souscriptions inférieures à 20 actions ou à des multiples de 20 actions sont mises à la disposition de la société pour être employées par elle comme elle le jugera convenable à rémunérer tous concours.

Ces titres sont extraits d'un livre à souche, numéros de 1 à 32.000 revêtus du timbre de la société et de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué du Conseil. Ils sont cessibles par la simple tradition.

Les dispositions des articles 14 à 17 ci-après leur sont applicables et les parts de fondateur numéros 13.101 à 19.600 attribuées à la *Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles* et numéros 19.601 à 32.000 attribués aux souscripteurs et mises en réserve ne pourront être détachées de la souche et ne seront négociables que deux ans après la constitution définitive de la présente société : pendant ce temps, elles devront être frappées d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution.

Ces parts qui sont en dehors du capital social ne confèrent pas à leurs propriétaires la qualité d'associés et jouissent seulement d'un droit de partage dans les bénéfices nets annuels et de liquidation.

Les porteurs de parts agissant individuellement ou collectivement ne peuvent, à ce titre, s'immiscer dans la gestion des affaires sociales et dans l'établissement des comptes ni critiquer les réserves et amortissements ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, notamment pour la fixation des dividendes revenant aux parts, s'en rappor-

ter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires, à laquelle les administrateurs de l'association constituée sous l'article 55 des présents statuts ont seuls le droit d'y assister sans y avoir voix délibérative.

Ils ne peuvent non plus, sauf lorsqu'il s'agit de modifications à la forme ou à l'objet de la société s'opposer aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires qui ne portent pas atteinte à leurs droits. Spécialement, ils ne sont pas admis à contester ou critiquer la fusion ou la dissolution anticipée de la société ; toutefois, si la dissolution n'est pas motivée par des pertes absorbant le quart au moins du capital social après imputations des réserves et n'a pas été approuvée par leur assemblée générale, ils ont le droit d'exercer collectivement une action en dommages-intérêts contre la société dans les six mois suivant la date de la décision mettant fin à sa durée.

Les droits des parts de fondateur à leur portion de bénéfice sont invariables quelles que soient les variations du capital social et leur diminution ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation d'une assemblée générale de l'association formée ainsi qu'il sera dit sous l'article 55 ci-après.

Toutefois, il est expressément stipulé à titre de condition de la création des parts, s'imposant à elles sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation de l'assemblée générale de l'association qui sera constituée entre les porteurs de ces parts.

Qu'en cas d'augmentation du capital, les parts de fondateur ne pourront pas s'opposer au prélèvement d'un premier dividende de 7% simple ou cumulatif, au profit du nouveau capital non plus qu'aux droits et avantages de toute nature dont seraient investies les actions de priorité s'il en était créé.

Et qu'en cas de réduction du capital par suite de pertes ou de dépréciation d'actif, l'assemblée générale des actionnaires pourra décider que le premier dividende de 7% à servir annuellement aux actionnaires et le capital à leur rembourser continueront à être calculés sur le montant du capital social tel qu'il existait lors de cette réduction.

Les parts peuvent à toute époque, en vertu d'une délibération tant de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires que de l'assemblée générale de l'association des porteurs des parts, ou bien être converties en obligations à revenu fixe ou à revenu variable sur la base déterminée par ces assemblées ou bien être rachetées en totalité ou en partie, aux conditions fixées par ces assemblées, au moyen soit de bénéfices ou réserves, soit de fonds représentatifs du capital social, moyennant l'accomplissement des mêmes formalités elles peuvent aussi, mais seulement à partir de l'expiration de la deuxième année qui suit leur création être converties en actions de la présente société libérée par affectation de réserves autres que la réserve légale.

Pour la représentation des intérêts des porteurs de parts de fondateur, il est créé entre eux une association sous l'article 55 des présents statuts.

Pour la perception du droit d'enregistrement lors de la constitution définitive de la société, les parts de fondateur sont évaluées à un franc, l'une.

#### ARTICLE VII.

Le capital social est fixé à 46 millions de francs et divisé en 160.000 actions de 100 francs chacune.

Sur ces actions, 38.000 entièrement libérées ont été attribuées savoir : 15.000 actions N° 1 à 15.000 à la société *Comploirs et Huileries du Dahomey* en représentation partielle de ses apports. — 8.000 actions numéros 15.000 à 23.000 à la *Société Française d'études et d'entreprises au Cameroun*, en représentation de ses apports. — et les 15.000 actions numéros 23.000 à 38.000 à la *Compagnie Cotonnière Ouest Africaine « LA COTOA »* en représentation de ses apports.

Les 122.000 actions de surplus sont à souscrire et à libérer en numéraire.

#### ARTICLE XLVI.

##### Fonds de Réserve

Les produits de la société constatés par l'inventaire annuel déduction faite de toute les charges, dépréciation, amortissements et frais généraux, constituent les bénéfices nets.

Il est d'abord prélevé :

1°) Cinq pour cent pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand le fond atteint le 1/10<sup>e</sup> du capital ; il reprend son cours si la réserve vient à être entamée.

*Pour extrait*

FACCENDINI

Suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Louis Henri COURCIER Notaire à PARIS rue de Presbourg 17, le 29 décembre 1929 Mr. FROMENT GREYSSÉ a déclaré que les cent vingt-deux mille actions de cent francs chacune qui étaient à souscrire en numéraire du capital de la dite société, ont été intégralement souscrites et qu'il a été versé par chaque souscripteur le quart du montant de chacune des actions par lui souscrites ; et il a représenté à l'appui de cette déclaration, un état contenant les noms, prénoms, qualités et domiciles des souscripteurs, le nombre des actions souscrites et l'état des versements effectués. — Cette pièce, certifiée véritable, est demeurée annexé audit acte.

*Pour extrait*

FACCENDINI

Des procès-verbaux de deux délibérations prises par l'assemblée générale de la dite société le 24 et 31 décembre 1929 dont des copies ont été déposées au rang des minutes de M<sup>e</sup> Louis Henri COURCIER, Notaire à PARIS, le 14 janvier 1930, il appert.

De la première assemblée.

1° — Que l'assemblée générale, après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscriptions et de versements faite par M<sup>r</sup>. FROMENT GREYSSÉ aux termes de l'acte reçu par M<sup>e</sup> Louis Henri COURCIER Notaire à PARIS le 29 décembre 1929.

2° — Qu'elle a nommé un commissaire, chargé conformément à la loi, d'apprécier la valeur des apports en nature faits à la société ainsi que les avantages particuliers résultant des statuts et de faire un rapport qui serait soumis à une assemblée ultérieure.

Et de la deuxième assemblée il appert :

1° — Que l'assemblée générale adoptant la conclusion du rapport du commissaire, a approuvé les apports faits en nature à la société et les avantages particuliers stipulés par les statuts.

2° — Qu'elle a nommé comme administrateurs suivant procès-verbal de l'assemblée constitutive et pour une durée de six ans les nommés :

1° — M<sup>r</sup> Georges FROMENT GUBYSSE administrateur de sociétés demeurant à Paris 15 rue des Saints Pères.

2° — M<sup>r</sup> Henri BOBICHON, Gouverneur des colonies et trésorier-payeur général honoraire, demeurant à Paris, boulevard du Montparnasse N° 164.

3° — Jean HUBAULT, industriel demeurant à Amiens (Somme) rue du Bel-Air N° 15.

4° — M<sup>r</sup> Henri CROMBE, administrateur de sociétés demeurant à Kaim-Fatombe (Belgique) villa l'Abbaye.

5° — M<sup>r</sup> Marc MARTIN, Intendant général du cadre de réserve, demeurant à Paris, avenue de La Motte Picquet N° 48.

6° — M<sup>r</sup> Georges BIRABERS, banquier demeurant à Paris, rue Saint Lazare N° 6.

Lesquels ont accepté les dites fonctions.

3° — Que l'assemblée générale a nommé commissaire aux comptes M<sup>r</sup> CARAYOL Gabriel, expert comptable demeurant

à Paris, 39 rue Boursault, 17<sup>e</sup> arrondissement, comme commissaire titulaire et M<sup>r</sup> DUYARDIN, expert comptable demeurant à Melun (Seine et Marne) 14 rue de la Fosse aux Anglais, comme commissaire suppléant pour faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes du premier exercice.

4° — Qu'elle a approuvé les statuts et a déclaré la Société générale du Golfe de Guinée définitivement constituée.

*Pour Extraît*

FACCENDINI.

#### Expédition.

1° — De l'acte concernant les statuts de la société.

2° — De l'acte de déclaration de souscription et de versement et de la liste y annexée.

3° — De l'acte de dépôt fait entre les mains de M<sup>r</sup> Louis Henri COURCIER Notaire à Paris et des deux assemblées constitutives y annexées, ont été déposées le 9 mars 1930 au Greffe du Tribunal de première Instance de Lomé, faisant fonction de Tribunal de commerce et de justice de paix.

*Pour mention*

FACCENDINI.



# SUPPLÉMENT AU JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

*« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »*

# Aladdin

## LA LAMPE MERVEILLEUSE

FONCTIONNE  
AU  
PÉTROLE

LE PÉTROLE  
N'EST PAS  
DANGEREUX

ABSOLUMENT  
INDÉRÉGLABLE

ENTIÈREMENT  
GARANTIE

LUMIÈRE  
RÉGLABLE  
A VOLONTÉ



INTENSITÉ  
100  
BOUGIES

FONCTIONNE  
SANS  
PRESSION

SANS POMPE  
SANS GICLEUR

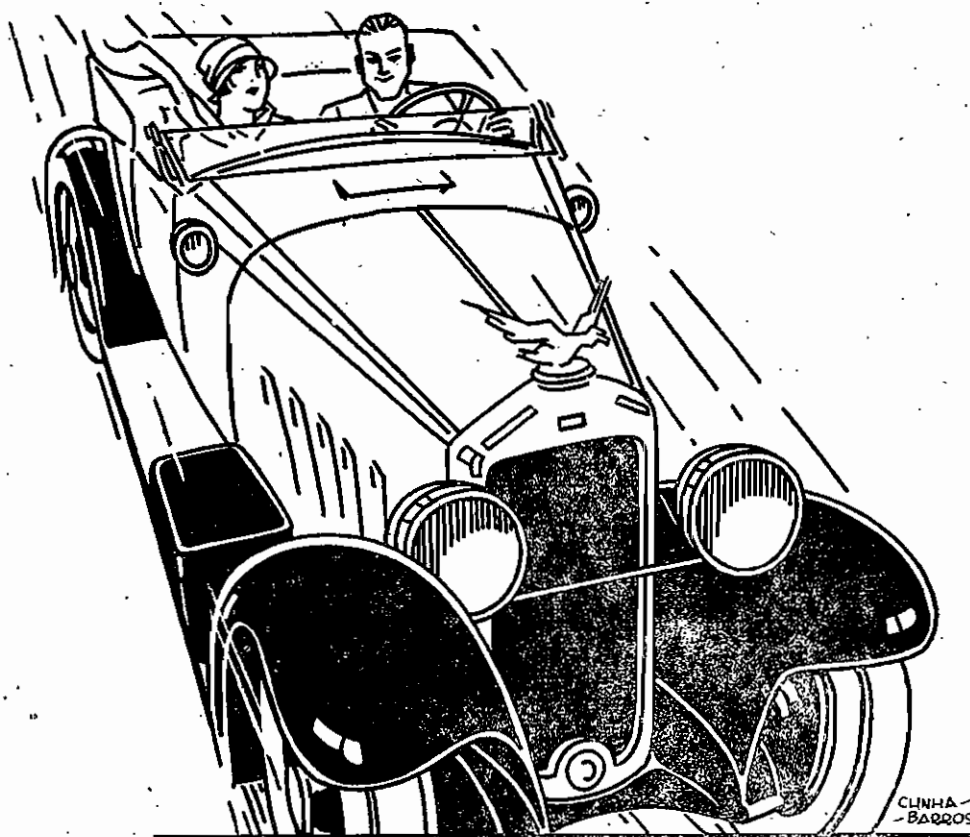
SANS ODEUR  
SANS FUMÉE

ÉCONOMIQUE  
ET SANS  
DANGER

**EN VENTE PARTOUT**

EN CAS DE DIFFICULTÉ ÉCRIRE AUX INDUSTRIES ALADDIN S.A.  
149, Bould. NEY, PARIS

REX. PUBLICITE



## De la "tranquillité" à bon compte

C'EST que l'automobiliste souhaite, en somme, c'est être tranquille. C'est ce désir de sécurité, de confiance qui a peut-être le plus contribué au succès de Mobiloil.

Avec Mobiloil, pas d'histoires, pas d'ennuis: sa haute qualité est toujours égale à elle-même et ses différents "types" sont toujours rigoureusement uniformes.

Que vous coûtera cette "tranquillité"? Peu de choses car, dans les dépenses de votre voiture, le graissage n'entre que pour 3 à 4 % au maximum, quelle que soit l'huile employée. Le graissage approprié n'est donc pas une question de prix — surtout si l'on considère que le bon fonctionnement et la longévité de votre moteur en dépendent principalement — car le coût de la quantité d'huile nécessaire est insignifiant.

Les automobilistes l'ont compris qui, depuis 15 années, préfèrent Mobiloil.



# Mobiloil

*Consultez notre Tableau de Graissage*

## Vacuum Oil Company

Fabricants de **Pétroles Raffinés, Essences Supérieures**  
et **Huiles Lubrifiantes**

281

*Représentants au Togo: F. & A. SWANZY, (The United Africa Company Ltd.)*



# HENRI DESLANDES

43, RUE DU CAIRE, PARIS (2<sup>me</sup>)

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: *Sednalsed* — *Paris*

---

ACHÈTE au comptant toute l'année par toutes quantités

**PEAUX SINGES NOIRS — PANTHERES ETC.**

Demander son tarif.

---

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

*" A la Tour Eiffel "*



**JOYEROT & JACOT**

5, Grande Rue - BESANÇON - France

Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

ESSENCE


**TEXACO**

N° 1

S'est révélée à son apparition sur le marché africain, l'essence de qualité et d'économie qui s'imposait. AUTOMOBILISTES vous intensifierez la puissance de votre moteur en n'employant que l'

ESSENCE

**TEXACO**N° 1**Compagnie Française de l'Afrique Occidentale**

Importateurs des Produits « TEXAS »

Pour toute l'AFRIQUE OCCIDENTALE

**LES HUILES**  
**TEXACO**

Séduisent par leur incomparable pureté et leur belle couleur d'or. Toute la gamme des huiles nécessaires à toutes les marques de voitures.

Demandez nous la notice et le tableau de graissage des

**HUILES**  
**TEXACO**
**PÉTROLE****TEXACO STAR**

Pas de fumée, pas de mauvaise odeur, une lumière douce et reposante vous est procurée par l'emploi du

**PÉTROLE**  
**TEXACO STAR**

# BANQUE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE

Anciennement « Banque Française de l'Afrique Equatoriale »

Fondée en 1904

Siège Social: 23, Rue Taitbout, — PARIS (9<sup>e</sup>)

CAPITAL : . . . . . Frs. 50.000.000

RÉSERVES : . . . . . » 14.800.000

*Délivrance de chèques sur les Colonies, la France & l'Etranger*

AVANCES — ACCREDITIFS — ESCOMPTES — DEPOTS  
TRANSFERTS DE FONDS — CHANGE

*Crédits documentaires — Avances sur marchandises*

## AGENCES EN AFRIQUE :

SÉNÉGAL . . . . .	DAKAR, RUFIQUE — KAOLACK ST. LOUIS
SOUDAN . . . . .	BAMAKO, KAYES
GUINÉE FRANÇAISE . . . . .	CONAKRY
COTE D'IVOIRE . . . . .	GRAND-BASSAM, ABIDJAN
TOGO . . . . .	LOMÉ
DAHOMÉY . . . . .	COTONOU
CAMEROUN . . . . .	DOUALA, YAOUNDÉ
GABON . . . . .	LIBREVILLE, PORT-GENTIL
CONGO FRANÇAIS . . . . .	BRAZZAVILLE, BANGUI

## AGENCES EN FRANCE :

BORDEAUX . . . . .	37, ALLÉES DE TOURNY
MARSEILLE . . . . .	33, RUE DE LA DARSE
LE HAVRE . . . . .	10, RUE EDOUARD LARUE

CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER.

R. C. Seine 119.515

Adresse télégraphique : EQUATBANK.

Agence officielle des  
**AUTOMOBILES FORD**

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

LOMÉ

S. T. A. O.

TOGO

**PRIX COURANT**

Torpédo cinq places	23.500 francs
Torpédo deux places	23.000 —
Conduite intérieure cinq places deux portes	27.850 —
Camionnette 750 kilos dite Pick-up	23.000 —
Tapissière transformable	33.000 —
Chassis 1500 kilos	26.650 —
Camion 1500 kilos	30.000 —

La nouvelle Ford est une voiture essentiellement nouvelle et moderne, conçue pour répondre aux exigences actuelles de la circulation sur route. Il n'existe actuellement rien de semblable comme conception, qualité et prix.

Les commerçants et les industriels avisés ont vu dans le nouveau camion Ford le moyen de transporter de fortes charges sur de longs parcours dans un temps restreint. Ils ont vu le moyen de transporter davantage de poids pour un prix de revient donné. Ils ont compris que l'argent qu'ils consacraient au transport leur permettrait de couvrir de plus longs parcours, de gagner du temps, de faire davantage de travail tous les jours.

Des démonstrations sont faites à toute heure sur demande.

# WOERMANN - LINIE

*Deutsche Ost-Afrika Linie*

*Hamburg Amerika Linie (Service d'Afrique)*

*Hamburg Bremer Afrika Linie*

---

SERVICES RÉGULIERS DE COURRIERS, PASSAGERS ET CARGO

entre

**Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Southampton, le Havre, Boulogne s. m., Lisbonne, Madères et les Canaries, la Côte occidentale d'Afrique, l'Angola, le Sud Ouest, l'Afrique du Sud et de l'Est.**


---

CONFORT, SERVICE SÉRIEUX, TABLE EXCELLENTE.

---

**Les cargos n'ont pour les passagers qu'un accommodement limité (classe unique)**

---

 Tous renseignements au sujet des dates d'arrivée et de départ, ainsi que toutes informations en général, peuvent être obtenus au bureau :

*Avenue du Maréchal Foch,*  
**L o m é.**

**Adresse Télégraphique: WESTLINIE.**

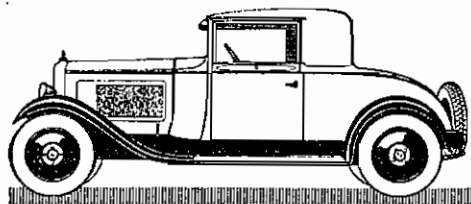
**La première voiture française construite en grande série**

La  
**CITROËN**  
**C<sup>6</sup>**

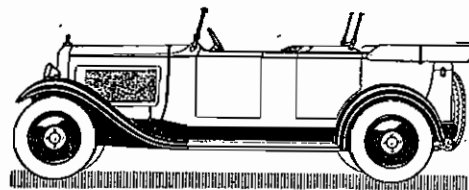
Apportant aux plus récentes découvertes de la technique automobile des améliorations dont leurs Laboratoires ont prouvé scientifiquement la supériorité, les Usines Citroën ont créé la C-6 a voiture 6 cylindres la plus parfaite qui ait été réalisée à ce jour.

L'Outillage formidable dont elles disposent a pu permettre — grâce à sa construction en grande série — de l'établir à un prix extraordinaire de bon marché.

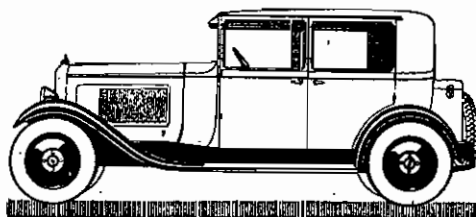
Moteur souple et puissant, permettant de passer de 8 à 105 Klm. à l'heure en prise directe — Carrosserie tout acier, large et confortable — Stabilité remarquable à toutes les allures — Freinage énergique par servo-frein — Tenue de route exceptionnelle.



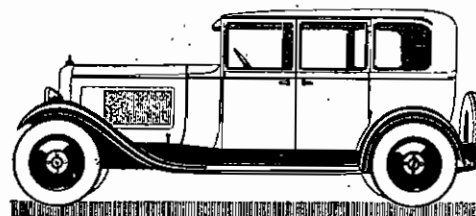
Le Cabriolet C.6.  
37.000 .—



Le Torpédo C.6.  
31.000 .—



La Berline C.6.  
36.000 .—



La Conduite Intérieure C.6.  
36.000 .—

**Renseignements et Essais**

*J. B. Carbou*

*Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën*

**Lomé (Togo)**

**Pièces détachées — Réparations — Location de voitures**

Bon sang ne saurait mentir

LA  
**C<sup>4</sup>**


# CITROËN

CONTINUE LA GLORIEUSE TRADITION DE LA B. 14, DONT ELLE  
POSSÈDE TOUTES LES REMARQUABLES QUALITÉS

ELLE EST EN OUTRE :

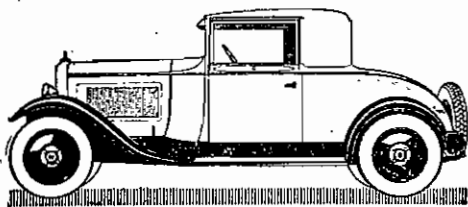
*PLUS PUISSANTE* : alésage augmenté de 2<sup>m</sup>/<sub>m</sub>. - Vitesse 90 à l'heure.

*PLUS STABLE* : voie augmentée de 9<sup>m</sup>/<sub>m</sub>. - Hauteur diminuée de 6<sup>m</sup>/<sub>m</sub>.

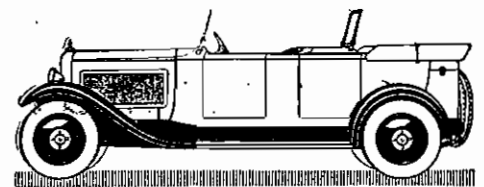
*PLUS CONFORTABLE* : carrosserie élargie à l'AV. et à l'AR. 

*Silence encore accru.*

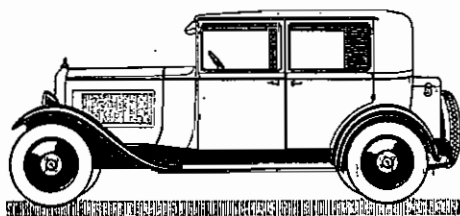
*PLUS ÉLÉGANTE* Nouveau capot allongé se raccordant parfaitement  
avec la carrosserie.



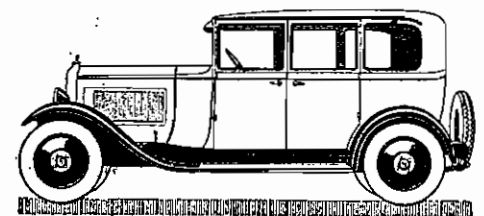
Le Cabriolet C.4.  
32.000 .—



Le Torpédo C.4.  
26.000 .—



La Berline C.4.  
31.000 .—



La conduite Intérieure C.4.  
31.000 .—

Renseignements et Essais

*J. B. Carbou*

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures

# S. T. A. O.

Société des Transports de l'Afrique Occidentale

Société anonyme au capital de 15.000.000

LOMÉ — ANÉCHO — PALIMÉ — ATAKPAMÉ — SOKODÉ — MANGO  
TOKPLI — BASSARI — LAMA-KARA — GUERIN-KOUKA

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTIONS

Fer - Bois - Ciment

PEINTURE

Quincaillerie et Outillage

BICYCLETTES DEPUIS 450 FRANCS

Glacières - Coffre-forts - Seaux à douche - Appareillage Electrique

**Agence pour le Togo des grandes marques suivantes :**

**AUTOMOBILES FORD**

PNEUMATIQUE DUNLOP

*Le premier des pneumatiques du monde entier*

KERVOLINE

*La meilleure des huiles pour automobiles*

MACHINE A ÉCRIRE UNDERWOOD

*La plus robuste*

FILTRE BERKEFELD

*De réputation universelle*

MACHINE A COUDRE HURTU

*La vieille fabrication française*

Bâches Bessonneau

**BICYCLETTES S. T. A. O.**

etc. etc.